

REAMENAGEMENT DE L'ACCES ISAE-SUPAERO / CANAL DU MIDI

page 03 - **Cerfa** N°16297*01

page 33 - **PA1** plan de situation

page 35 - **PA2** notice décrivant le terrain et le projet d'aménagement

page 50 - **PA3** plan de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords

page 52 - **PA4** plan de composition d'ensemble du projet coté dans les 3 dimensions

page 54 - **PA39** pièces à joindre à une demande de permis de démolir

page 57 - **PA51** dossier spécifique - Accessibilité

page 68 - **PA52** dossier spécifique - Sécurité

- CERFA : Permis d'aménager comprenant des démolitions



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager*

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture

- de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>)
- affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr> ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

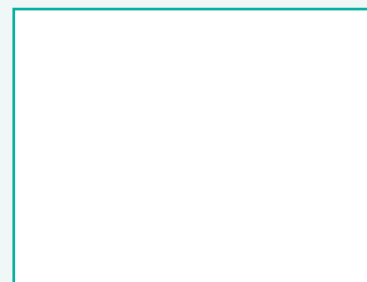
* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° _____,
déposée à la mairie le : ____/____/____

par : _____,
fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration trois
mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage
sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme
au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Demande de ☒ **Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions** ☐ **Permis de construire comprenant ou non des démolitions**

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...).
- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le / / / / / /

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date :

Commune :

Département :

Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Téléphone :

Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)

(i) Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier :

Nom

Prénom

Pour une personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée et qu'elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

i Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[3].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Références cadastrales^[4] :

i Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 14.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

3.2 Situation juridique du terrain

i Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

4 À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

 Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

4.1 Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés quel que soit le secteur de la commune

 Cochez la ou les cases correspondantes.

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Lotissement<input type="checkbox"/> Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre<input type="checkbox"/> Terrain de camping<input type="checkbox"/> Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances<input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés<input type="checkbox"/> Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports<input type="checkbox"/> Aménagement d'un golf<input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs<input type="checkbox"/> Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles | <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs<ul style="list-style-type: none">• Contenance (nombre d'unités) : <input type="text"/><input type="checkbox"/> Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :<ul style="list-style-type: none">• Superficie en m² : <input type="text"/>• Profondeur (pour les affouillements) : <input type="text"/>• Hauteur (pour les exhaussements) : <input type="text"/> |
|--|---|

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé^[5] :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchyliques, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques^[5] :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle^[5] :

- ☐ Création d'un espace public

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- ☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- ☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux définition différés ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

☐ Consignation en compte bloqué ou ☐ Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? ☐ Oui ☐ Non

4.3 À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[6] : Oui ☐ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte :

Prénom :

Pour une personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[7] :

Conseil Régional de :

Téléphone :

ou Télécopie :

ou

Adresse électronique :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[8] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

[6] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[7] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[8] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m.

5.2 Nature du projet envisagé

- ☐ Nouvelle construction ☐ Travaux sur construction existante
- ☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête kW : et la destination principale de l'énergie produite :

5.3 Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

- Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

- Mode d'utilisation principale des logements :

☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

- ☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme
- ☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres, précisez :

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces
- 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

- ☐ Transport
 ☐ Enseignement et recherche
 ☐ Action sociale
☐ Ouvrage spécial
 ☐ Santé
 ☐ Culture et loisir

5.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Surfaces de plancher^[9] en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] (C)	Surface supprimée ^[12] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ^[13]						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)						

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service-public.fr.

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

[12] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

[13] L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[15] (B)	Surface créée par changement de destination ^[16] ou de sous-destination ^[17] (C)	Surface supprimée ^[18] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[16] ou de sous-destination ^[17] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m²)							

[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service-public.fr.

[15] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[16] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[17] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[18] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal :

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal :


Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

6 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

 Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale ☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logements démolis :

7 Participation pour voirie et réseaux

① Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

7.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

7.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

8 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement
- ☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- ☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- ☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent

i Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un à alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

i Informations complémentaires

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☐ se situe dans les abords d'un monument historique
- ☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

- ☐ relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)
- ☐ a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme

Précisez laquelle :

- ☐ est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie

9 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À _____

Fait le / /

Signature du (des) demandeur(s)

A Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

10 Pour un permis d'aménagement portant sur un lotissement

- ☐ En application de l'article L. 441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.
- ☐ Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Information à remplir sur le professionnel sollicité :

- ☐ architecte ☐ paysagiste-concepteur

10.1 Pour une personne physique

Nom

Prénom

10.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Téléphone :

Adresse électronique :

@

Pour les architectes uniquement :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[19] :

Conseil régional de :

[19] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Les six premiers caractères correspondent au numéro d'inscription à l'ordre des architectes.

Références cadastrales : fiche complémentaire

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) :

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation


Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction,

veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

Dans le cas où votre demande relèverait de la compétence de l'État, vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère chargé de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis d'aménager

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.
- Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.
- Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.**

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction

de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R. 423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...) [20]. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PA1, PA4, PA17 et PA19, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art A. 431-9 et A. 441-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> PA1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 441-2 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PA2. Une notice décrivant le terrain et le projet d'aménagement prévu [Art. R. 441-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA3. Un plan de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords [Art. R. 441-4 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA4. Un plan de composition d'ensemble du projet coté dans les trois dimensions [Art. R. 441-4 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PA4-1. Le bilan de la concertation [Art. L 300-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PA5. Deux vues et coupes faisant apparaître la situation du projet dans le profil du terrain naturel [Art. R. 442-5 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA6. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA7. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

[20] Se renseigner auprès de la mairie

<input type="checkbox"/> PA8. Le programme et les plans des travaux d'aménagement [Art. R. 442-5 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA9. Un document graphique faisant apparaître une ou plusieurs hypothèses d'implantation des bâtiments [Art. R. 442-5 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA10. Un projet de règlement s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme] Le pourcentage consacré aux logements sociaux en cas de réalisation d'un programme de logement, si vous êtes dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels une partie doit être affectée à des logements sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA11. Si nécessaire, l' attestation de la garantie d'achèvement des travaux exigée par l'article R. 442-14 du code de l'urbanisme [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA12. L'engagement du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots [Art. R. 442-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols:	
<input type="checkbox"/> PA12-1. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet de lotissement. [Art. R. 442-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :	
<input type="checkbox"/> PA12-2. L'attestation de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain de camping ou d'un terrain aménagé pour l'hébergement touristique :	
<input type="checkbox"/> PA13. Un engagement d'exploiter le terrain selon le mode de gestion que vous avez indiqué dans votre demande [Art. R. 443-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PA14. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA14-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 441-5 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 (Article L. 414-4 du code de l'environnement) :	
<input type="checkbox"/> PA15-1. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :	
<input type="checkbox"/> PA15-2. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 441-6 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :	
<input type="checkbox"/> PA 15-3. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-6-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une autorisation de défrichement :	
<input type="checkbox"/> PA16. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 441-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PA16-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 441- 8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
<input type="checkbox"/> PA16-2. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 441-8-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PA17. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :	
<input type="checkbox"/> PA17-1. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier

3 Pièces à joindre si votre projet comporte des constructions

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> PA18. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PA19. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA20. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PA21. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PA22. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PA23. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA23-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :	
<input type="checkbox"/> PA23-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :	
<input type="checkbox"/> PA23-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :	
<input type="checkbox"/> PA24. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PA25. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PA26. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PA27. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique	
<input type="checkbox"/> PA28. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PA28-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique prévu par l'Art. R. 122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PA28-1-1 Le formulaire attestant la prise en compte des exigences performance énergétique et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R.122-24-1 et R.122-24-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PA28-2. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
<input type="checkbox"/> PA28-3. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PA28-4. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-1-o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151.41 4°) du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PA29. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme]	
<input type="checkbox"/> PA29-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :	
<input type="checkbox"/> PA30. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA31. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA32. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA33. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PA34. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA35. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input type="checkbox"/> PA36. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PA37. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA37-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PA38. Une justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU , si la demande de PC vaut demande de permis de démolir : <input type="checkbox"/> PA39. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe page 23 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PA40. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PA42. Une copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA43. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PA44. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA45. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PA46. Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PA47. La promesse synallagmatique de concession ou acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PA48. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PA49. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PA50. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PA51. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PA52. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PA52-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L.152-5 du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> PA.52-2 Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L.152-5 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PA53. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PA54. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PA58. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PA59. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

-  Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

- **Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ **Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit

être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ **Le formulaire de permis de démolir** doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire ainsi que celui de la déclaration préalable permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ **Le formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ Qui peut déposer une demande ?

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain

à aménager de 2500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. À noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur à la date de délivrance du certificat (si ces derniers vous sont plus favorables). Cette demande prendra la forme d'une réclamation contentieuse déposée suite à la réception du premier titre de perception, auprès du service mentionné sur celui-ci (cadre « Pour vous renseigner / renseignement sur le paiement »).

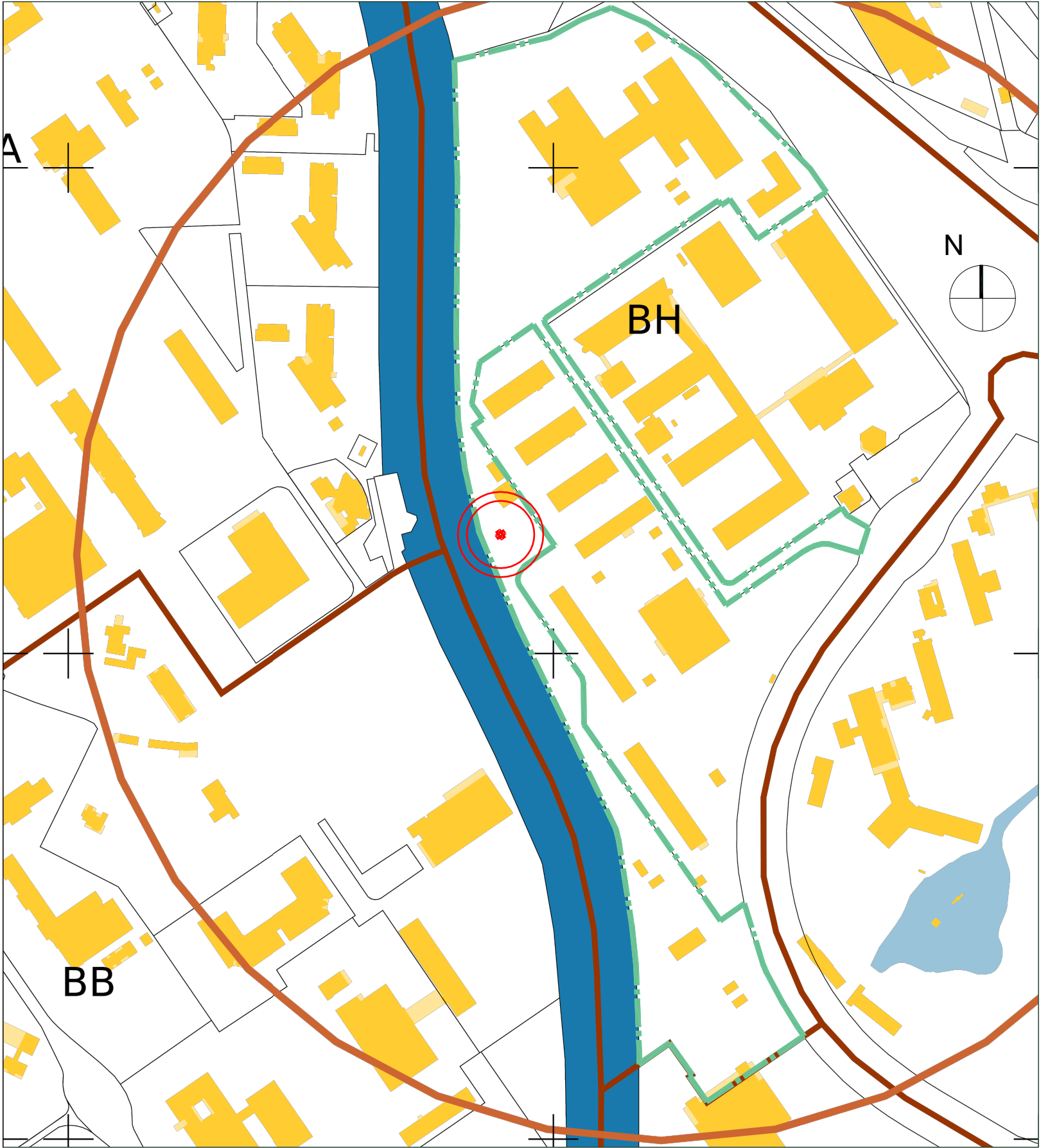
PA1

plan de situation

- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL DE LA COMMUNE DE TOULOUSE avec repérage du périmètre de la parcelle et indication de la zone de projet



PARCELLE CONCERNEE : 837 BH 14
SURFACE : 47 282 m²
ADRESSE : 4 AV Edouard Belin
31400 TOULOUSE



ISAE SUPAERO
MAÎTRE D'OUVRAGE /
10 Avenue Claude Belin 31400 TOULOUSE

ATELIER D'ARCHITECTURE A4
Patrick PINEL - Murielle PIRIOU
59, avenue Crampel - 31400 TOULOUSE
tél 05 61 14 95 95 mail contact@ateliera4.fr
www.ateliera4.fr



TPF Ingénierie
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES MANDATAIRE
78 chemin des Sept Deniers
BP 70402
31204 TOULOUSE cedex 2



Tout est paysage
PAYSAGISTES CONCEPTEURS
227 Rue Fragneau - 82000 Montauban
tél 06 88 57 81 00
mail contact@toutestpaysage.fr

REAMENAGEMENT DE L'ACCES ISAE-SUPAERO / CANAL DU MIDI

PLAN DE SITUATION

DESSIN PAR /
B.P

DATE /
MARS 2024

ECHELLE /
1/3000

PHASE /
PA

BATIMENT / NIVEAU

NUMERO PLAN /

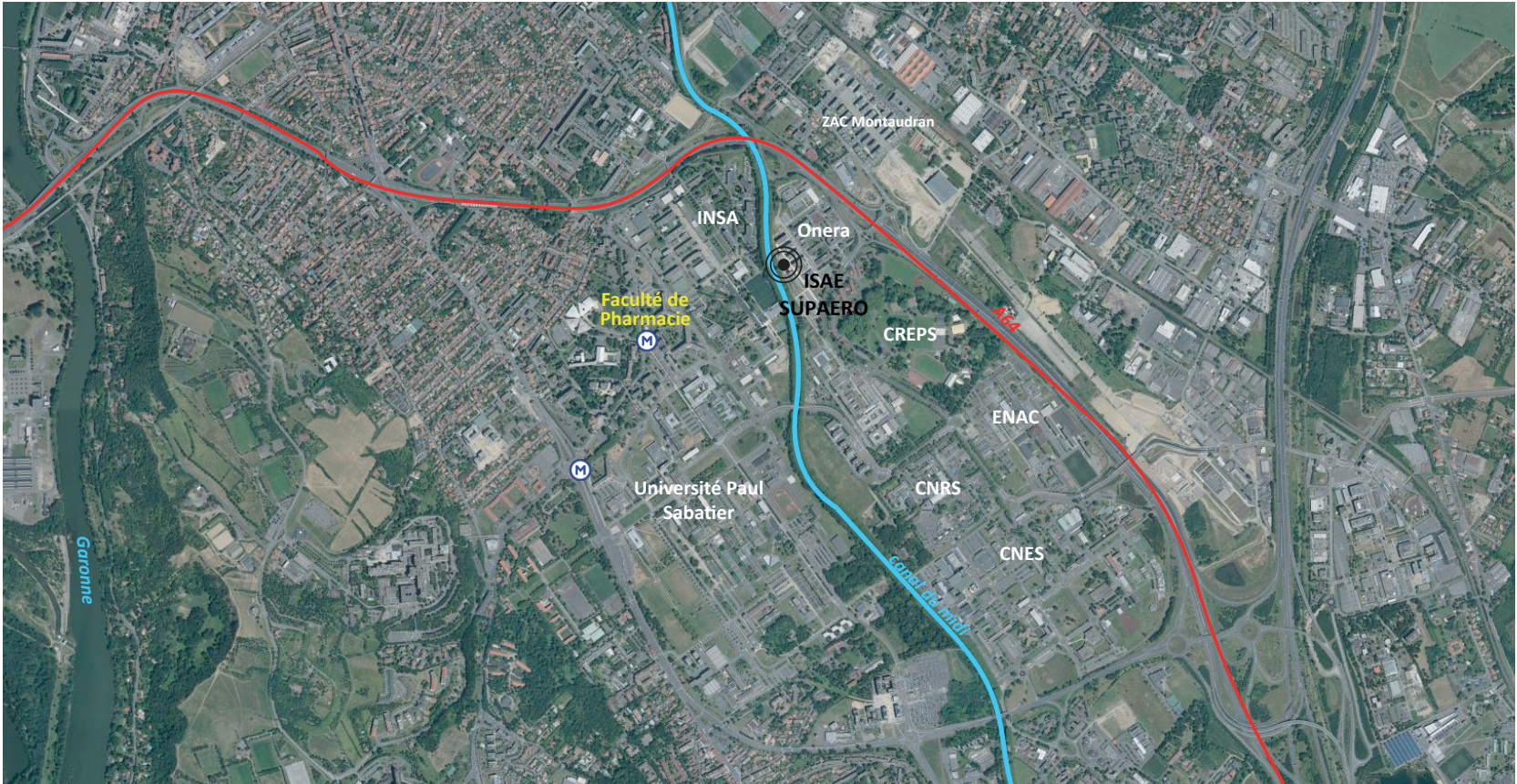
PA1

INDICE /

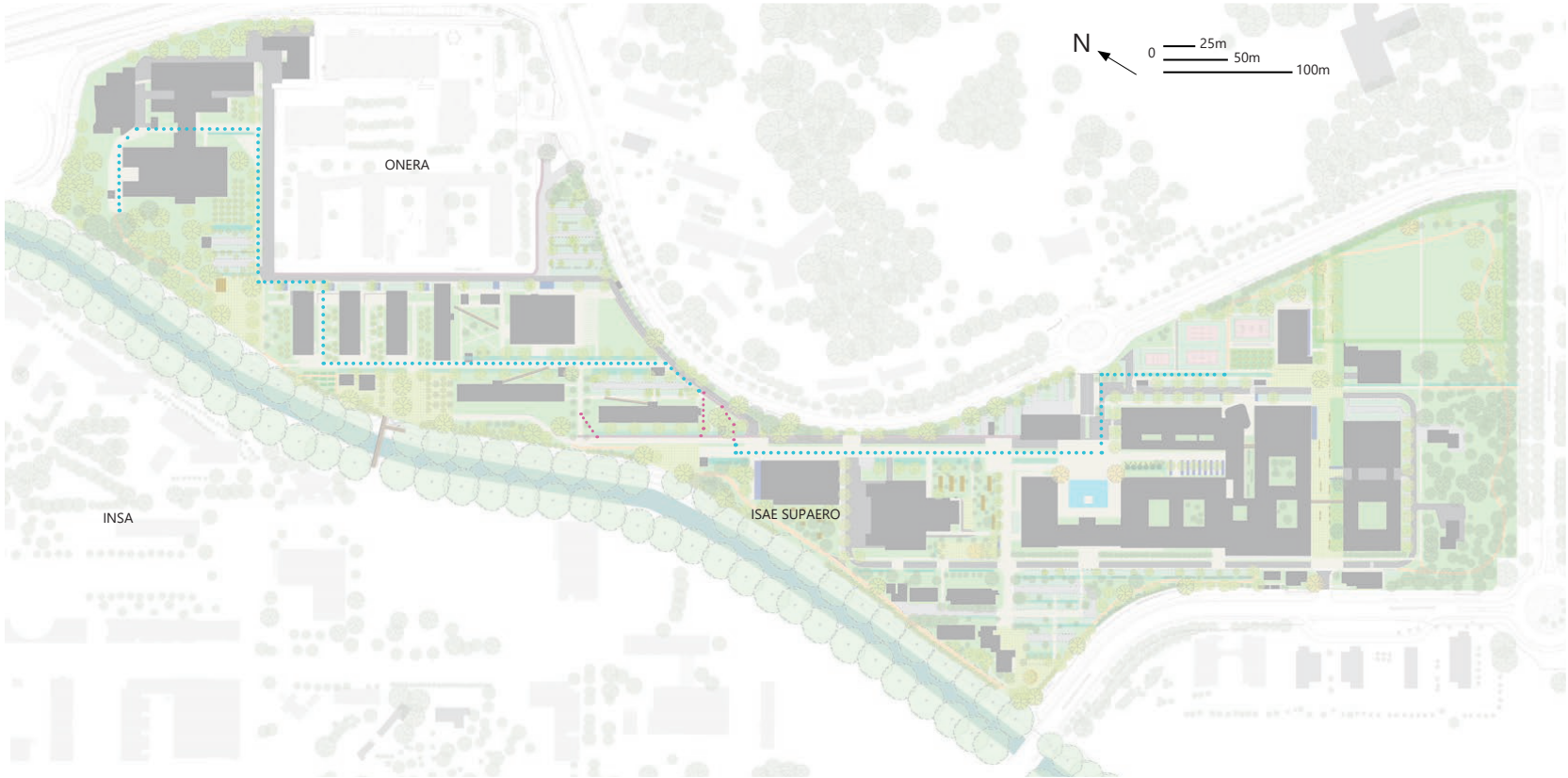
-

REAMENAGEMENT DE L'ACCES ISAE - SUPAERO / CANAL DU MIDI

- DESCRIPTION DU SITE DE PROJET
- DESCRIPTION DU PROJET D'AMENAGEMENT PREVU



Plan de situation du complexe scientifique de Rangueil



Extrait de la Charte paysagère et d'aménagement de l'ISAE SUPAERO - Atelier O&M 2020

CONTEXTE & ENJEUX LIES AU SITE

L'ISAE-SUPAERO (Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace) est situé au sein du complexe scientifique de Rangueil, dans le Sud-Est Toulousain. Son campus de 22 hectares, inauguré en 1968, est entouré à l'Est par l'ONERA et le CREPS, au Sud par l'ENAC, le CNRS et le CNES, à l'Ouest par l'INSA et l'université Paul-Sabatier. Il longe le canal du Midi, auquel il a un accès direct _ objet de la présente demande de permis.

Outre les bâtiments d'enseignement, l'établissement dispose de six résidences accueillant 1 000 logements étudiants, ce qui en fait un lieu de vie et de résidence à part entière.

Le Canal du Midi, conçu en 1666 par Pierre-Paul Riquet et inauguré en 1681, constitue un patrimoine architectural et paysager remarquable, dont la valeur universelle a été reconnue par son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, en 1996. Inscription qui concerne également une « zone tampon » englobant les communes riveraines.

Par sa situation, le campus de l'ISAE-SUPAERO est un acteur éminent de cette zone tampon, intimement associé aux enjeux de préservation et de valorisation paysagère, patrimoniale et symbolique du Canal, Ouvrage exceptionnel, prodigieux, mais néanmoins fragile.

L'IDENTITE DU CAMPUS

Le campus, par sa composition urbaine dilatée, son parcellaire longitudinal et sa localisation entre espaces périurbains et urbains, constitue un cadre de vie très singulier, à l'échelle du paysage, que l'on peut assimiler d'un point de vue urbain à un Parc habité donnant sur le Canal. Car bien que caractérisée par la présence de volumes bâtis conséquents côté campus, destinés principalement aux logements étudiants, l'identité du site de projet est particulièrement marquée par la présence du Canal du Midi et ses alignements de platanes séculaires implantés sur ses bourrelets rivulaires.

PA2 - DESCRIPTION DU SITE DE PROJET



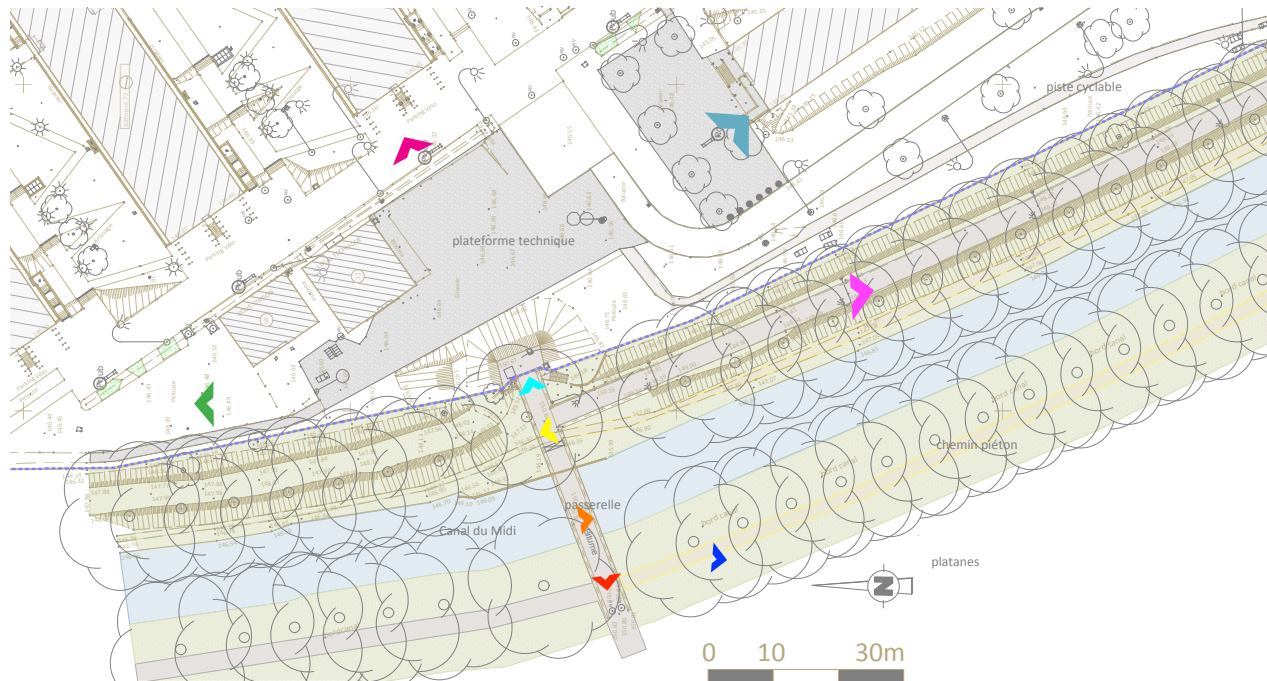
L'architecture paysagère du Canal submerge le lieu. Vues du merlon en bout de passerelle, côté ISAE

LE CANAL DU MIDI DANS LE SITE

L'ordonnancement, la rectitude et l'amplitude de cette architecture paysagère « submerge » le lieu. Cet effet est accentué par une topographie du site relativement plane côté campus, depuis lequel les points de vue sont rapidement limités soit par les fronts bâtis, soit par les talus végétalisés des berges du canal ou de la passerelle existante (prairies fauchées).

Depuis le canal du Midi et ses voies douces rivulaires ou depuis la passerelle surplombant le site de projet, les panoramas sur le campus sont larges et profonds, à l'occasion notamment de percées entre les blocs bâtis. Ils permettent d'apprécier le tissu urbain de ce quartier habité du campus de l'ISAE SUPAERO ; un tissu offrant aux résidents et usagers de généreux espaces verts arborés et soignés au sein desquels serpente un réseau viaire très hiérarchisé (voies douces, sentiers, promenades plantées, cour d'honneur, dessertes carrossables, etc.).

Par sa centralité dans ce contexte, le Canal permet aussi aux étudiants, d'un point de vue plus fonctionnel, d'accéder au Métro et aux bus, et relie les divers établissements de la zone scientifique de Ranguel. Il favorise également l'utilisation du vélo et la pratique des autres modes doux de déplacement, grâce à l'environnement protégé et aisément circulable des voies sur berges.

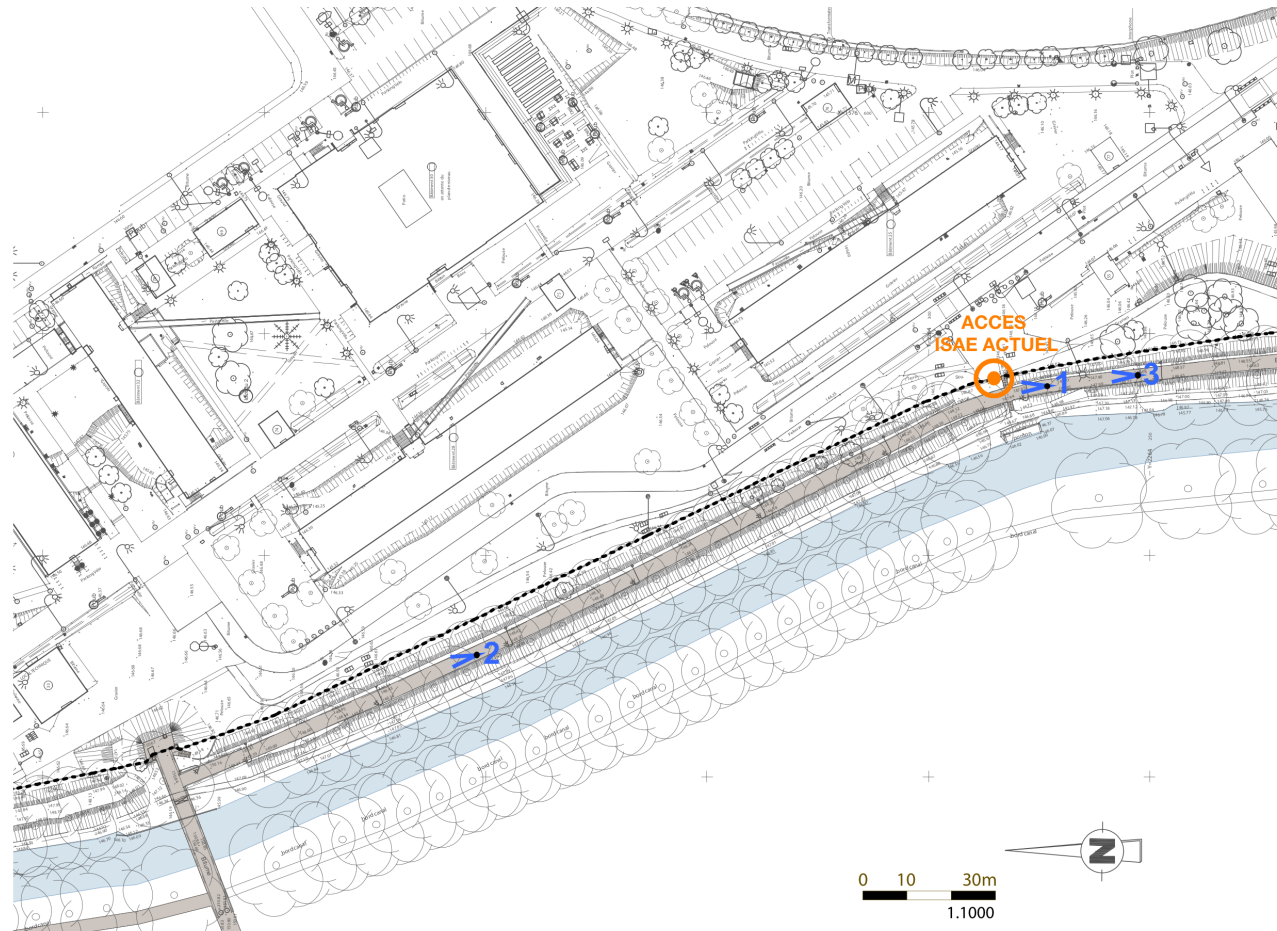


Repérage des vues



Vues des voies sur berges aux environs de la passerelle INSA

PA2 - DESCRIPTION DU SITE DE PROJET



Accès ISAE-SUPAERO actuel - Repérage



Haute fréquentation du canal: 4 extraits d'un plan séquence de 25 secondes au niveau de l'entrée de l'ISAE

SITUATION ACTUELLE DE L'ENTREE

Aujourd'hui, l'entrée ISAE / Canal du Midi se fait par un simple portillon peu visible, en bas d'une pente étroite à flanc de talus du canal, presque à la dérobée au détour d'un virage. L'accès est donc très peu sûr, et accidentogène ; Pour autant, l'équipement est très fréquenté = 600 passages / jour en moyenne, fréquentation en perpétuelle augmentation.

En amont (Nord) de cette « Entrée dérobée », se situe donc la passerelle qui fut historiquement l'une des portes d'entrées sur le campus : Le pont traversant le Canal du Midi au niveau de l'INSA, livré en 1968, a initialement été vouée à une liaison routière entre les campus situés à l'Est et à l'Ouest du canal, ce qui explique sa morphologie d'ouvrage d'art en béton qui paraît surdimensionné pour son usage actuel (seulement par les cycles, piétons, et de rares véhicules d'entretien ou de secours). Une rampe tournante, asphaltée, reliait auparavant le réseau routier du campus de l'ISAE à la passerelle. Un escalier tournant en béton cheminait également sur le flanc Sud de la rampe d'accès, côté DPF.

Au tournant des années 2000, l'accès routier a été muré. La rampe, rendue inutile, a été démolie. Il n'en subsiste qu'un merlon raide côté ISAE, dont le sommet culmine plus de 4m au dessus de la plaine du campus, dans l'axe de la passerelle. La sécurisation du site a condamné l'escalier.



Passerelle et rampe d'accès - Photo aérienne IGN 1969



Escalier béton historique - ISAE 2005



Rampe bitumée - ISAE 2010

PA2 - DESCRIPTION DU PROJET D'AMENAGEMENT PREVU

LE PROGRAMME

L’objet du projet est de faciliter l’accès, et les mobilités douces, aux étudiants et aux personnels des campus de l’ISAE SUPAERO et de l’ONERA (enceinte commune) depuis/ vers le Canal du Midi. Actuellement dotés d’un accès au canal sous dimensionné et dangereux, les objectifs sont de:

- rendre le nouvel accès sécurisé, pratique et confortable
- Créer un contrôle d’accès pour piétons et cycles, géré par l’ISAE,
- raccorder les cheminements et passages créés sur les réseaux viaires existants du campus ISAE
- Se connecter aux voies sur berges sans impact sur le Domaine Public Fluvial (DPF)

PRIORITE AU PAYSAGE ET CLARTE DES RAPPORTS : LE CANAL EN MAJUSCULE

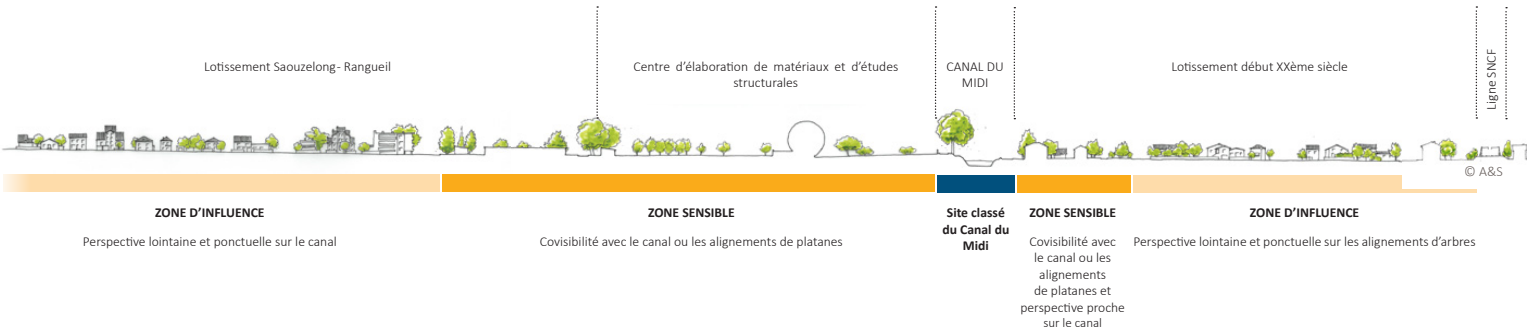
Fruit d’une volonté politique et d’aménagement du territoire partagée par tous les acteurs que nous avons pu rencontrer au cours des études préliminaires _ Pôle de compétence Canal // Toulouse Métropole - Grand Parc Canal _ la **centralité du Canal du Midi** dans la fabrique du futur projet urbain métropolitain et des espaces publics de la zone tampon est un enjeu déterminant.

Ce canal qui a longtemps été considéré comme l’« arrière-cour » des campus l’environnant a désormais vocation à redevenir la colonne vertébrale d’un grand paysage mettant en scène des façades urbaines telles que celles de l’ISAE SUPAERO.

Car en définitive, la présence du canal du midi EST l’élément fort du campus, l’essence morphologique du lieu. C’est tout à la fois une liaison douce , un cadre de vie pour le campus, et un emblème.

Les enjeux paysagers sont donc de :

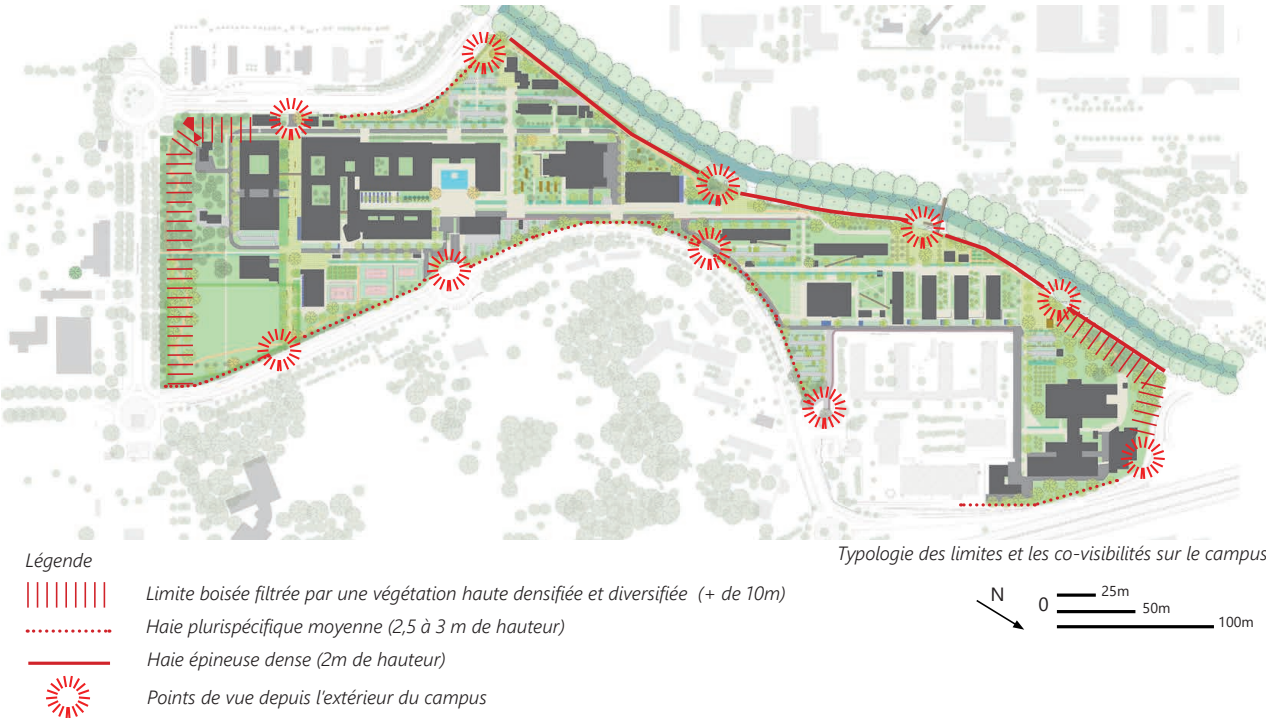
- Préserver et renforcer les co-visibilités historiques avec le canal
- donner une **priorité de paysage** au canal dans son rapport à l’ISAE, en considérant la limite séparative comme une façade piétonne et non une arrière cour ou un parking
- profiter du couvert des platanes pour installer une ambiance de sous-bois se prolongeant sur le campus.



Extrait du Plan Guide 2022 - Grand Parc Canal - Toulouse Metropole - Jacqueline Osty & Associés



Le site classé des paysages du Canal du Midi - Cahier de gestion du site classé des paysages du canal du Midi - DREAL Occitanie 2019



Extrait de la Charte paysagère et d'aménagement de l'ISAE SUPAERO - Atelier O&M 2020



Accès sécurisé actuel + clôture séparative ISAE / Canal



Sécurisation de l'accès, vue depuis les voies sur berges



Mur maçonné / taggué et réhaussé d'une clôture à l'extrémité de la passerelle

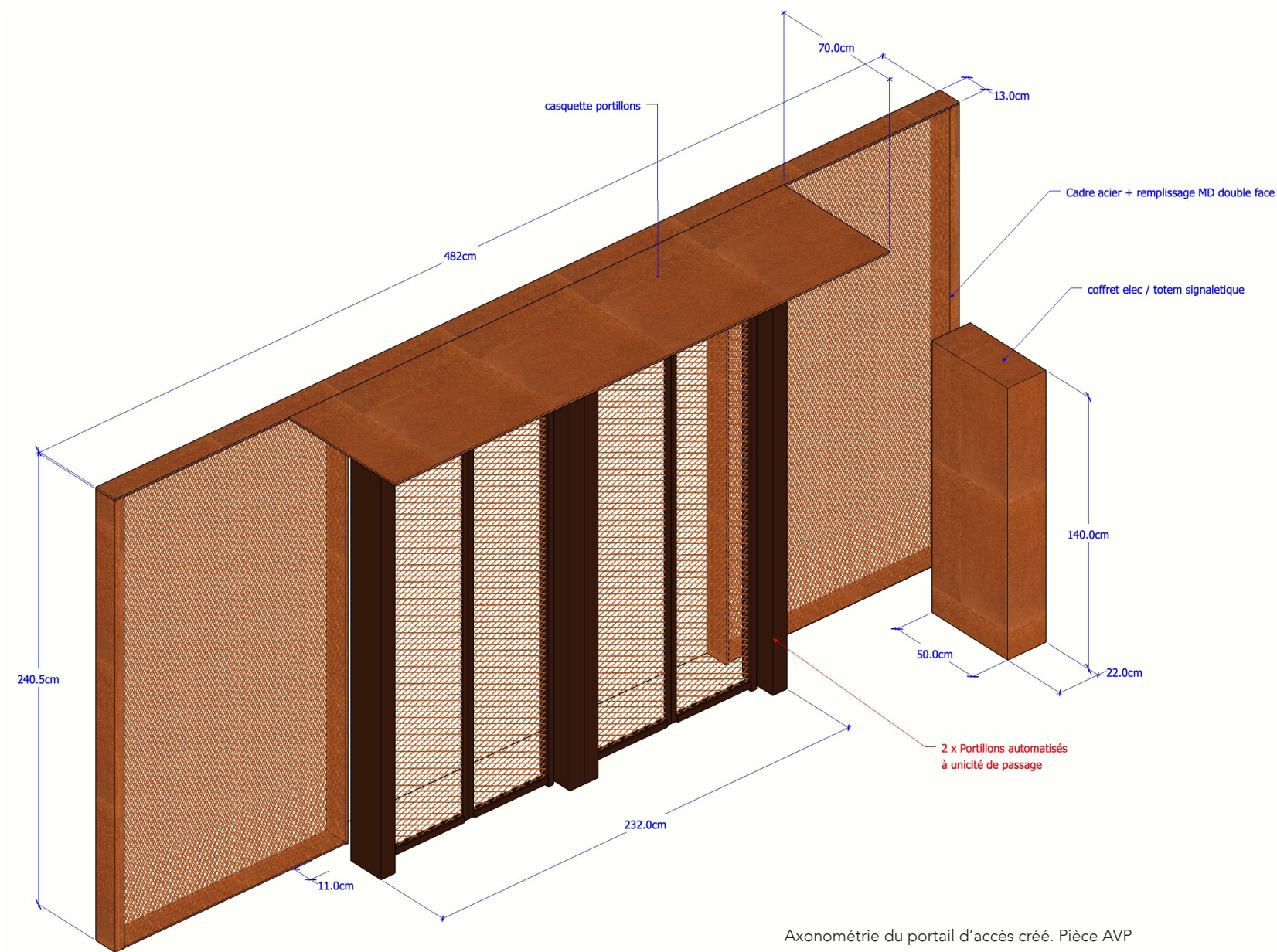


Voies sur berges inaccessibles aux PMR , vue depuis la passerelle

LES CONTRAINTES DU SITE ET DU PROGRAMME COMME AUTANT D'OPPORTUNITES DE PROJET

Des contraintes de site balisent pour autant l'opération :

- L'ouvrage d'accès au canal doit être édifié **exclusivement** sur le foncier de l'ISAE, sans empiéter sur le Domaine Public Fluvial ni sur le talus du Canal.
- L'ISAE, sous tutelle du ministère des armées , est un site requérant un **haut niveau de sécurité** : entrants identifiables par le PC sécurité, unicité des passages, vidéoprotection, , site à maintenir intégralement clôturé.
- En raison de la physionomie du canal et des écluses qui le segmentent, les voies sur berges ne sont _et ne seront vraisemblablement jamais_ accessibles au sens de la **réglementation**. Il serait donc techniquement et fonctionnellement contradictoire de créer un accès « conforme » pour déboucher sur un site qui ne l'est résolument pas. Le projet rentre dans le champ d'application de l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité des ERP.
L'article 2 de cet arrêté précise qu'UN cheminement accessible permet d'accéder aux entrées principales. Or, il existe déjà sur le site 3 entrées accessibles, au 10 avenue Edouard Belin, au 4 Avenue Edouard Belin, au 10 avenue du colonel Roche.
Partant du postulat règlementaire qu'il n'y a pas d'obligation à rendre toutes les entrées accessibles, l'accès créé depuis le Canal du Midi ne sera donc **pas accessible** aux Personnes à Mobilité Réduite.
- Les instances en charge du patrimoine demandent à **ne pas banaliser le canal** par des objets techniques épars. Une seule entrée doit donc être maintenue vers l'ISAE et distinguable ; les éléments hétérogènes (mur tagué, clôtures atypiques, portillons inusités ou redondants) doivent être supprimés



LE NOUVEL ACCES

Partant de là , nous avons logiquement décidé de situer la nouvelle entrée **dans l'axe de la passerelle existante**, car c'est le seul emplacement qui permet l'aménagement d'une plateforme sur l'emprise exclusive du campus ISAE SUPAERO sans aucune intervention sur l'emprise du canal du Midi.

Cette plateforme est équipée d'un portique d'accès sécurisé, que nous avons conçu non pas comme une barrière, une clôture supplémentaire, mais plutôt comme un écran : la mise en oeuvre de larges portiques habillés de métal déployé permettra de cadrer l'entrée, de valoriser l'établissement qu'elle représente, mais aussi de susciter la curiosité , la transparence du regard en direction du « **belvédère de l'ISAE** », tout en filtrant physiquement les accès au campus.

Autre opportunité du site : au niveau de cette entrée projetée, la passerelle ménage actuellement un **redent, une zone en retrait** par rapport au parcours des voies sur berges: ce point est particulièrement avantageux du point de vue des usages : il permettra aux entrants et sortants de l'ISAE de s'extraire du flux parfois très dense de la circulation piétonne / cycliste des berges. Le risque d'accident au niveau de l'entrée ISAE sera en conséquence très nettement résorbé.



Le belvédère de l'ISAE, vue depuis le merlon côté ISAE



Un retrait par rapport à la circulation des voies sur berges



Modélisation du portail d'accès créé. Pièce AVP



Modélisation de l'Escalier créé sur le flanc Est du merlon, dans l'axe de la passerelle - Pièce AVP



Modélisation de la rampe en remblai, tracé curviligne de la voie cycle pour adoucir les talus latéraux - Pièce AVP

PRENDRE DISCRETEMENT DE LA HAUTEUR

Cependant, la passerelle débouche actuellement _comme nous l'avons vu plus tôt_ sur un merlon culminant à plus de **4m de dénivelé** au dessus du terrain naturel du campus. L'enjeu est donc de franchir cette hauteur avec un aménagement confortable pour les piétons comme les cyclistes, mais également très intégré d'un point de vue paysager, avec toute la retenue qu'impose le canal patrimonial adjacent.

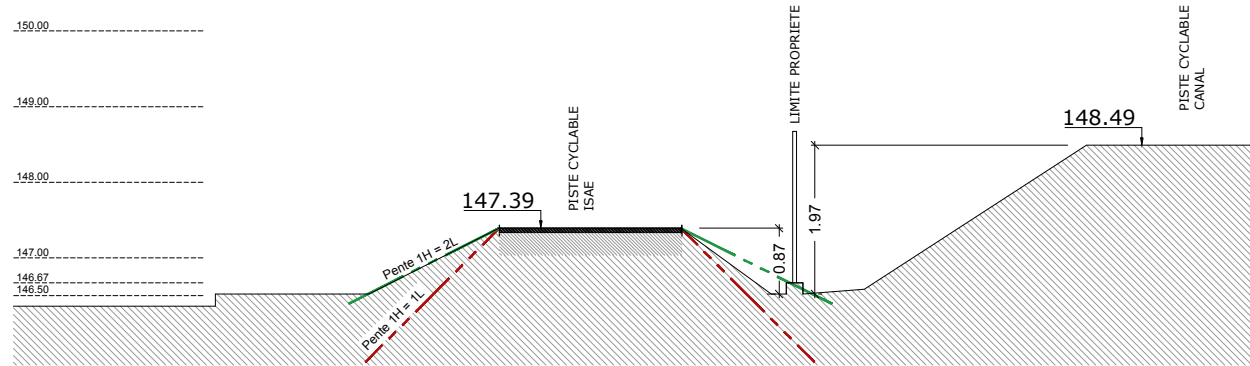
En direction du Nord, la redescente est proscrite en raison d'un réseau de chauffage urbain enterré dans le merlon, qui doit rester aisément accessible en tous points. En direction de l'Est, une aire de circulation / retournement participant du fonctionnement des services techniques de l'ISAE empêche le déploiement d'un franchissement d'ampleur.

C'est en revanche un nœud de circulation piétonne, favorable à la mise en place d'**un escalier**. Cet escalier permettra, côté campus, de bien différencier les flux entre cyclistes et piétons.

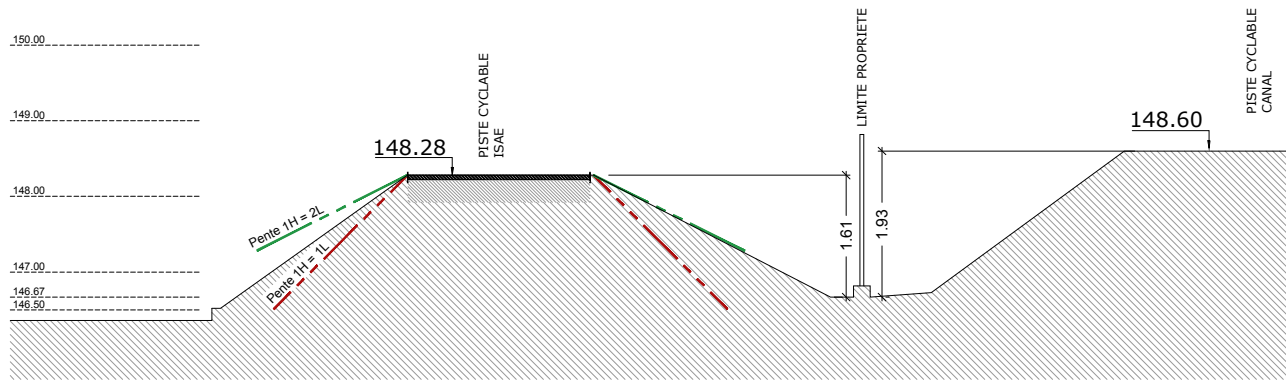
C'est donc **en direction du Sud** que nous avons déployé une **rampe d'accès** pour les cyclistes, **en remblais**, dont le **tracé curviligne** s'oriente parallèlement au cours du Canal du Midi. Le choix du remblai s'est au fil des études imposé pour plusieurs raisons :

- la correspondance formelle : en nous inspirant formellement des contre-fossés, ouvrages d'art afférant aux canaux historiques, nous nous rapprochons de la structure même du canal comme ouvrage. C'est à notre sens le gage d'une insertion la plus discrète possible en marge de l'écosystème du canal du midi, malgré la masse volumique qu'induit une rampe franchissant cette hauteur.
- un mouvement de terrain qui permet de se passer d'équipements : souhaitant minimiser au maximum la concurrence visuelle avec le canal, le choix du remblai + tracé curviligne est stratégique: là où la plupart des rampes nécessitent habituellement la mise en œuvre de garde-corps ou autres parapets, nous avons volontairement dessiné une voie dont le positionnement médian entre la clôture séparative à l'Ouest et la limite parcellaire à l'Est permet d'adoucir les pentes de part et d'autre de la voie cyclable. Ceci a pour effet de nous dispenser de garde corps. Il n'y aura que quelques bornes d'éclairage obligatoires (H=62cm) le long du tracé
- Ce principe de modelé de terrain « naturel » permet finalement de laisser la part belle à la mise en oeuvre d'une strate arborée et arbustive , la prolongation de l'ambiance de sous-bois propre au canal, qui finira de fondre l'ouvrage-rampe dans son environnement

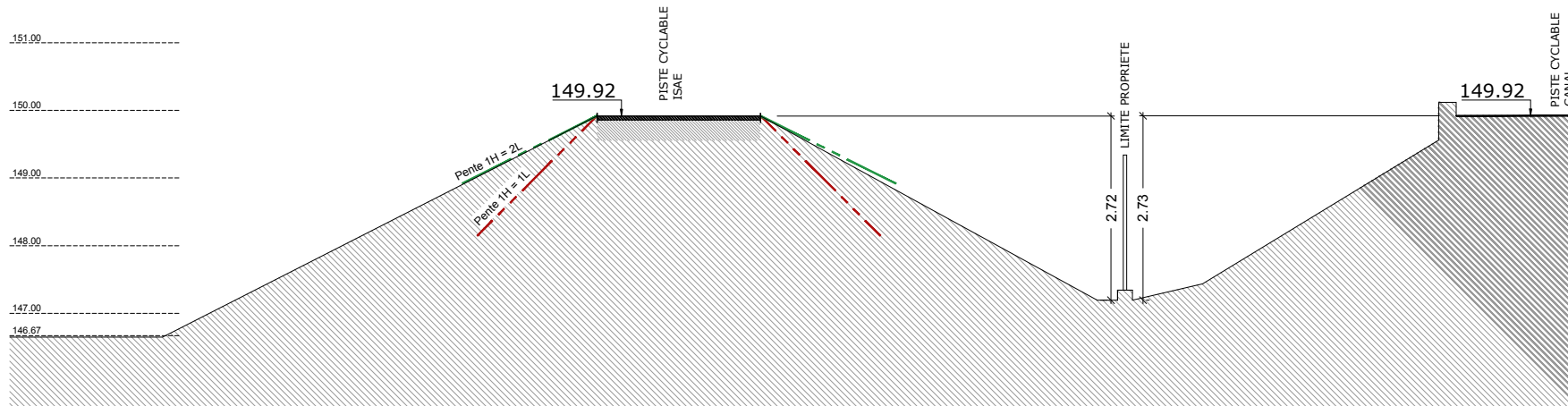
COUPE D



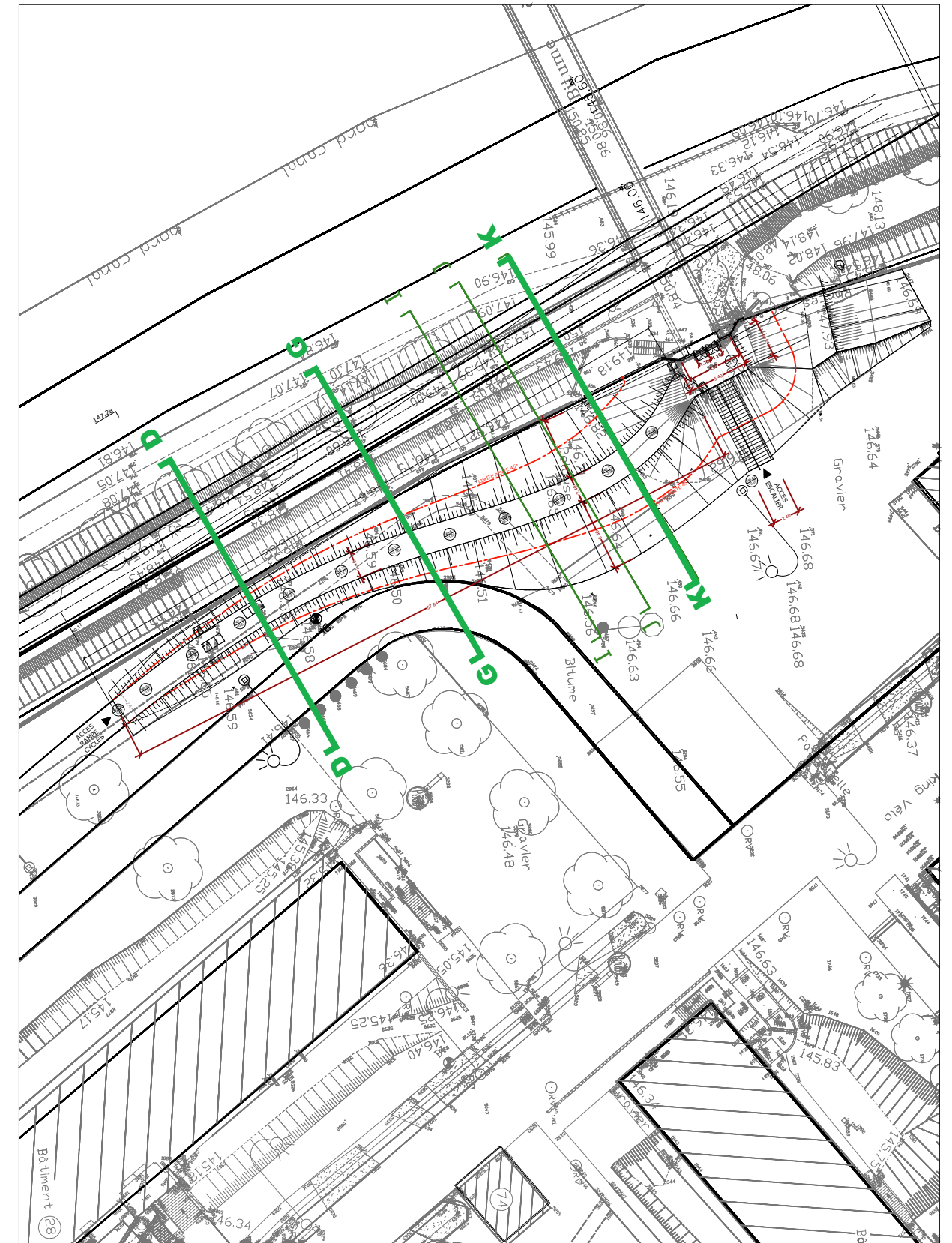
COUPE G



COUPE K




MODELÉ DES PENTES DE LA RAMPE EN REMBLAIS




PLAN DE REPERAGE DES COUPES 1/500

STRATE ARBOREE



ACER
MONSPESSULANUM


Erable de Montpellier
HT 10 - 15 mètres | Caduc
Port ovale | Essence résiliente.
Croissance lente | Couronne compacte
STRATE ARBOREE MOYENNE



PRUNUS
AVIUM


Merisier
HT 10 - 15 mètres | Caduc
Port étalé | Essence résiliente.
Croissance rapide | Couronne compacte
STRATE ARBOREE MOYENNE

STRATE ARBUSTIVE




CORNUS
SANGUINEA

Cornouiller sanguin
HT 2 - 3 mètres | Caduc
Floraison Printemps




AMELANCHIER
OVALIS

Amélanchier
HT 2 - 3 mètres | Caduc
Floraison/Fructification
Printemps/Eté



LIGUSTRUM
VULGARE


Troène commun
HT 2 - 3 mètres | Semi Persistant
Floraison/Fructification
Printemps/Eté



VIBURNUM
TINUS


Laurier tin
HT 2 - 3 mètres | Persistant
Floraison/Fructification
Hivernale

STRATE HERBACEE



PRAIRIE
FLEURIE

Surface herbacée
Gestion par fauchage tardif
pour ré-ensemencement naturel
(avec/sans ramassage)



HEDERA
HELIX
HIBERNICA

Lierre couvre-sol
Persistant
DP7

Intentions paysagères - Extrait de la Notice paysagère AVP

LE PARTI VEGETAL

A ce stade d'avancement du projet (AVANT-PROJET), des intentions concernant la composition de la palette végétale ont été proposées (stratification végétale). Elles répondent à plusieurs objectifs :

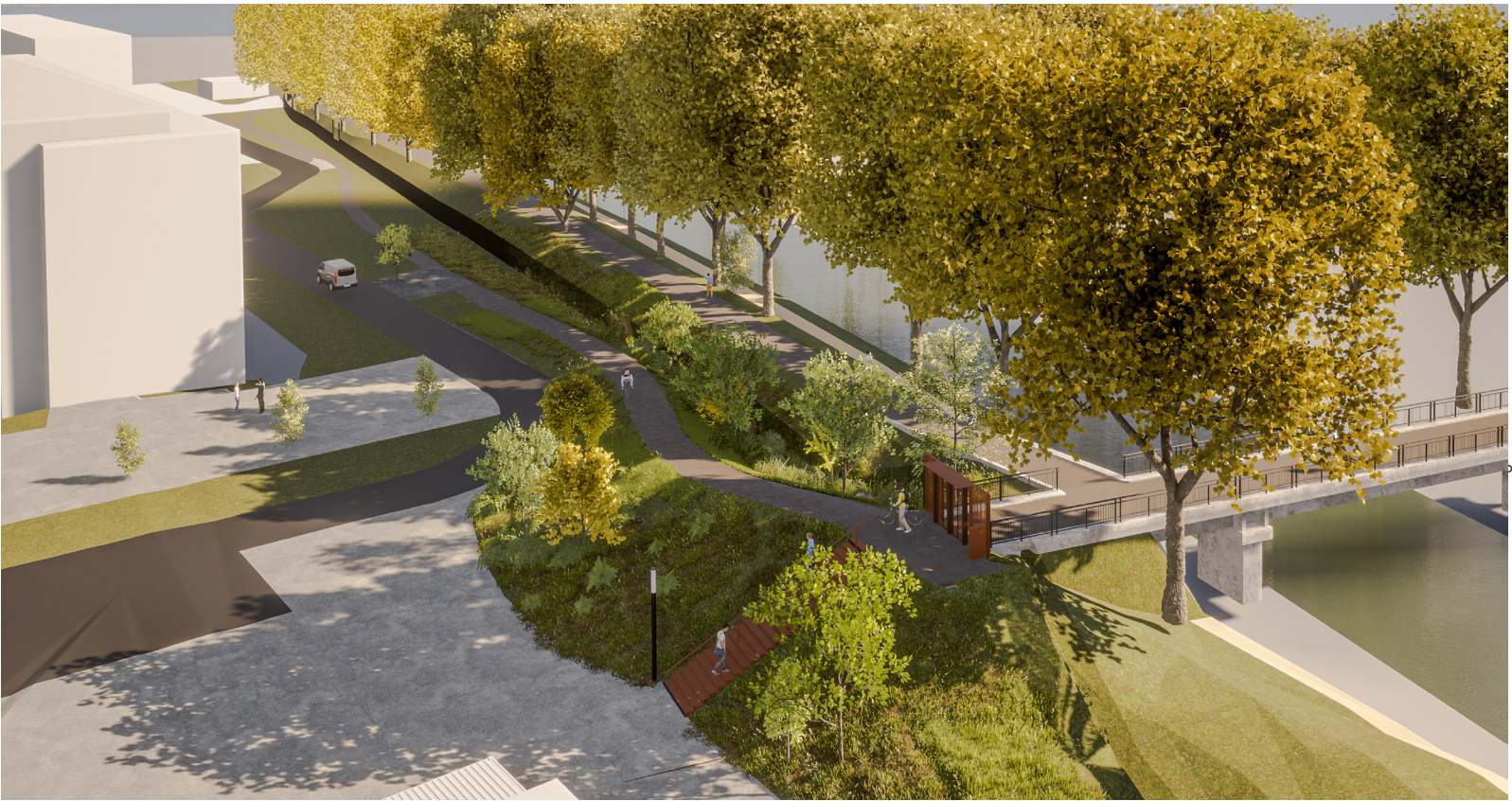
- **respecter la palette des essences végétales** du Cahier de Gestion du Site Classé du Canal du Midi (DREAL OCCITANIE 2019) recommandées pour la séquence paysagère concernée « Sillon Lauragais Périurbain » ainsi que la Charte d'aménagement et de paysage de l'ISAE SUPAERO (2020).
- **s'inscrire dans une démarche globale durable** associant conception et gestion raisonnée des espaces « verts ».
- **assurer l'intégration des ouvrages « techniques »** discrétion et simplicité des propositions en lien avec le canal.

La strate arborée sera composée d'arbres formés en tige fléchée et cépée. Les essences proposées sont le merisier et l'érable de Montpellier, qui ne peuvent en aucune manière rentrer en « concurrence » visuelle avec les platanes du canal.

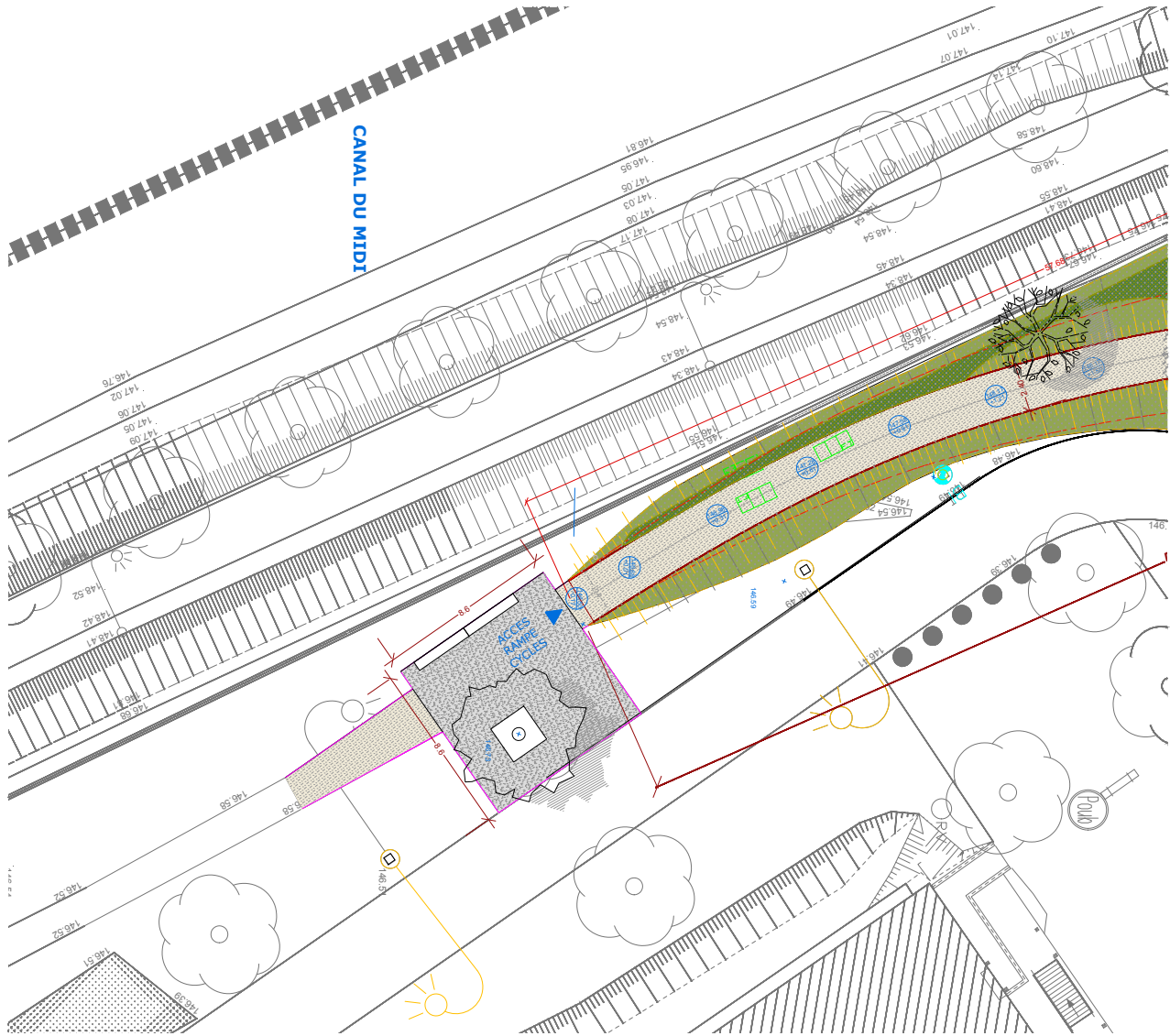
La strate arbustive sera composée de cornouillers sanguins, troènes communs, amélanchiers ovalis et viburnums tinus (persistant). Ces arbustes formeront des massifs mixtes. Pour ce qui est de la strate herbacée, elle sera composée de lierres couvre-sols en pied de massifs arbustifs et de pelouses gérées par fauches tardives à l'image de celles couvrant les bourrelets rivulaires existants. Les essences proposées sont des essences dites locales. Certaines d'entre elles sont aujourd'hui considérées comme particulièrement résilientes.



Modélisation de la rampe cycles, vue depuis les voies sur berges du canal - Pièce AVP



Modélisation de la rampe, vue aérienne depuis le Nord du site - Pièce AVP



REJOINDRE LE CAMPUS

La voie douce située en pied d'ouvrage sera reprise et prolongée afin d'assurer la continuité des flux cyclables depuis le haut de la plateforme d'accès. En bas de pente, une placette de format carré, constituée autour d'un arbre existant sera mise en œuvre avec quelques assises (bancs linéaires en béton, démenagés de l'entrée actuelle) en périphérie : c'est un lieu que nous envisageons à la fois comme :

- un point de rencontre,
- un carrefour viaire
- un zone de ralentissement pour ceux qui descendent la rampe

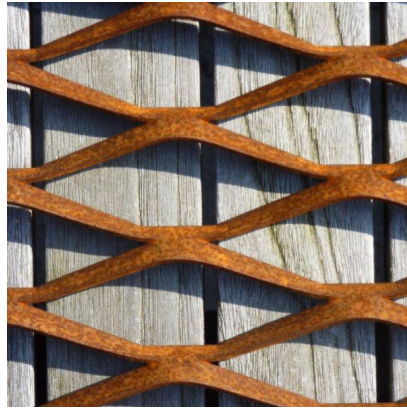
Le traitement de sol (béton balayé) et la géométrie orthogonale de cette place, agrémentée d'un arbre déjà développé, se fondera naturellement dans les aménagements extérieurs très ordonnancés du campus.



Acier corten



Bordures acier corten



Méta déployé acier corten



Tôle larmée acier corten



Enrobé végétal teinte sable



Béton balayé



Panneau rigide treillis soudé

MATERIAUX

Outre les remblais végétalisés, nous avons opté pour un panel de matériaux très circonscrit, en cohérence avec la simplicité du Canal.

- Les revêtement de sols de la rampe et des plateformes sont prévus en enrobé végétal : à l'instar des voies sur berges du canal, cet enrobé au liant translucide permet de conserver l'aspect des granulats qui le constituent (aspect naturel) tout en bénéficiant des propriétés d'un enrobé : peu d'entretien, pas de ravinement, antidérapant.

- La placette en bas de rampe sera traitée en béton balayé, conformément à la Charte d'aménagement et de paysage de l'ISAE SUPAERO

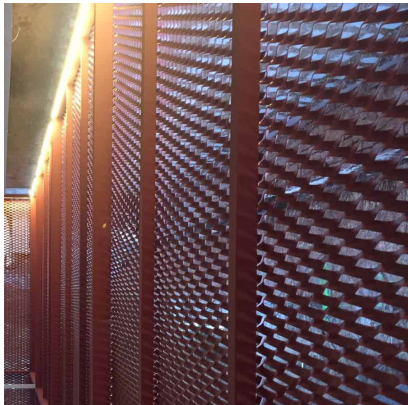
- Le portique de l'entrée, le coffret électrique attenant, l'escalier dans son intégralité (marches, contremarches, limons, rampe latérale pour valises, main courante lumineuse) sont traités en acier corten. Ce métal dont on maîtrise l'aspect corrodé présente le triple intérêt d'être parfaitement compatible avec un usage extérieur, simple d'entretien et de donner l'impression d'avoir été toujours là. Sa teinte rouillée s'associe particulièrement bien avec les milieux végétalisés.

- Les marches de l'escalier, dont la surface doit être antidérapantes, seront traitées en tôle larmée corten.

- Le corten sera enfin utilisé en bordure métallique pour l'interface entre le pied de talus et la plateforme minérale existante en contrebas du merlon.

- L'accès actuel ISAE / Canal (portillon + borne électrique + panneau fixe pour lecteurs badge et vidéophonie) sera déposé. La béance créée sera comblée par une clôture en panneaux rigides dito existant, afin d'harmoniser le tout : panneaux à double fil horizontaux et fil vertical, finition thermolaquée verte.

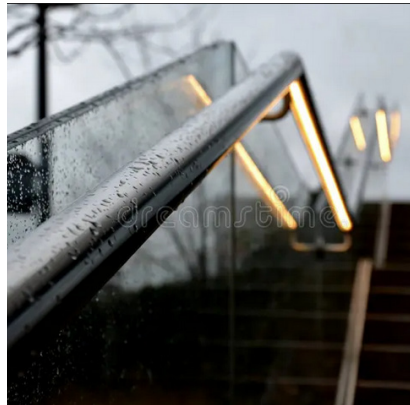
Le raccord clôture – portail créé sera également fait en panneaux rigides, mais les ouvrages seront, ici, volontairement désolidarisés



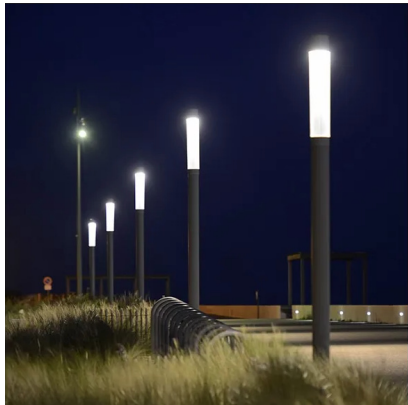
Portail métal déployé rétro-éclairé



Borne basse rampe cycles



Principe de rampe rétro-éclairée

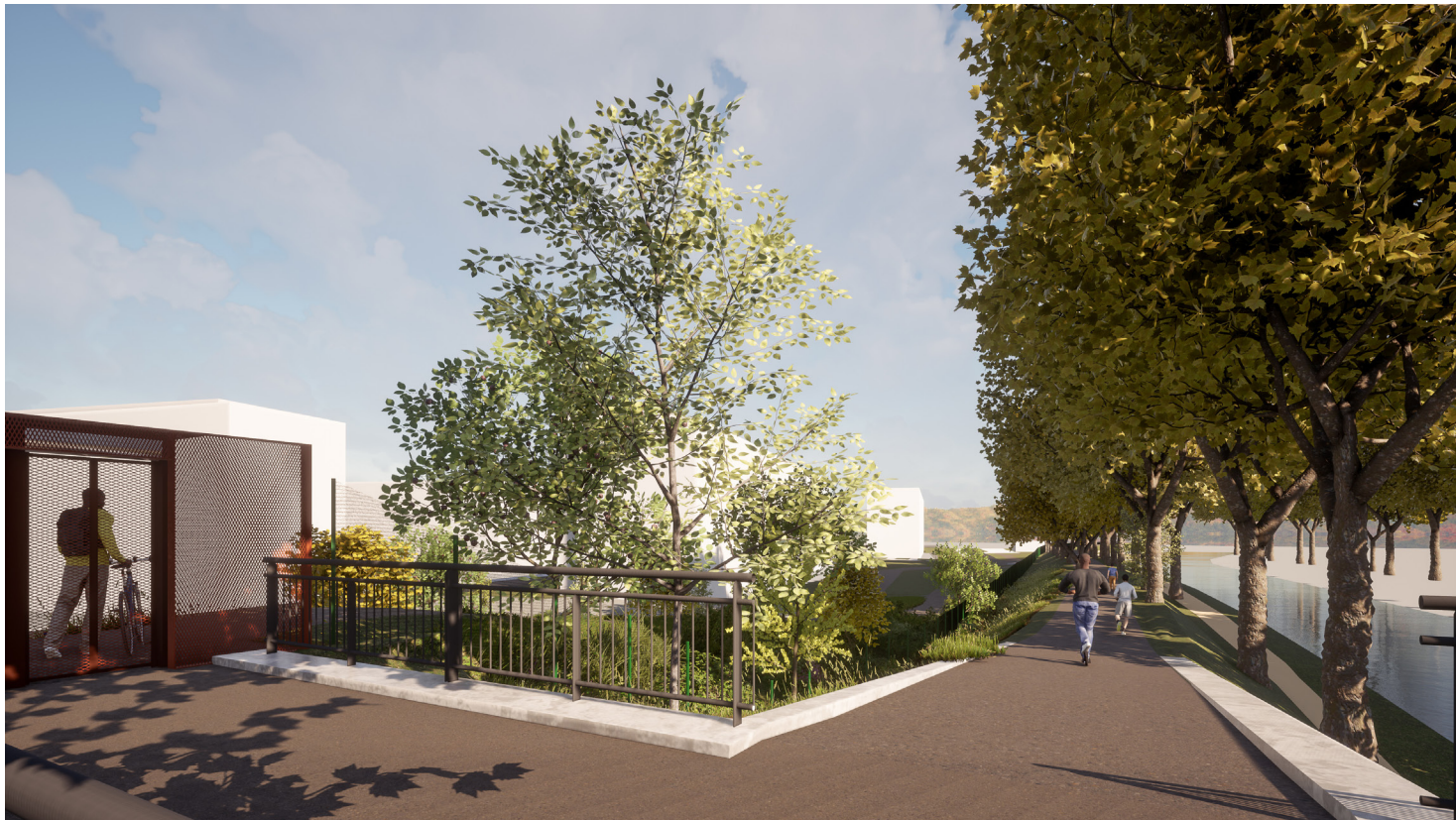


Candélabre tubulaire en pied d'escalier

ECLAIRAGE

Les parties de l'ouvrage nécessitant un éclairage sont le portique d'entrée, l'escalier et la rampe cycles. Il est essentiel que l'éclairage du site ne provoque pas de pollution lumineuse de nature à troubler en particulier la faune sauvage. Elle doit cependant satisfaire aux exigences réglementaires minimum afin que la distinction nocturne des cheminements créés soit suffisante. Pour ce faire, nous avons donc composé avec la charte d'aménagement de l'ISAE et la mise en place d'éclairages indirects, focalisant sur les parcours au sol.

- Pour l'entrée : des rubans LED étanches, déclenchables par système de détection, seront dissimulés sous le capotage haut des portiques latéraux du portail créé. L'éclairage sera donc temporaire, orienté vers le sol et filtré par les panneaux ajourés en métal déployé
- Pour l'escalier : une lisse rétroéclairée par des rubans LED étanches dissimulés sous le profilé de main courante. Ici aussi, l'éclairage sera orienté vers les marches.
- En bas de talus, un candélabre tubulaire conforme à la charte d'aménagement et de paysage de l'ISAE SUPAERO renforcera la visibilité de l'accès à l'escalier depuis le campus
- Pour la rampe cycles, 16 bornes basses (ht 62cm) tubulaires finition corten, régulièrement espacées, accompagneront le tracé de la voie créée. Ces bornes seront chapeautées, éclairant un chemin lumineux sans dispersion vers le ciel.



Modélisation Entrée ISAE, vue depuis la passerelle vers le Sud



Modélisation de la plateforme Haute de la rampe, vue depuis le campus



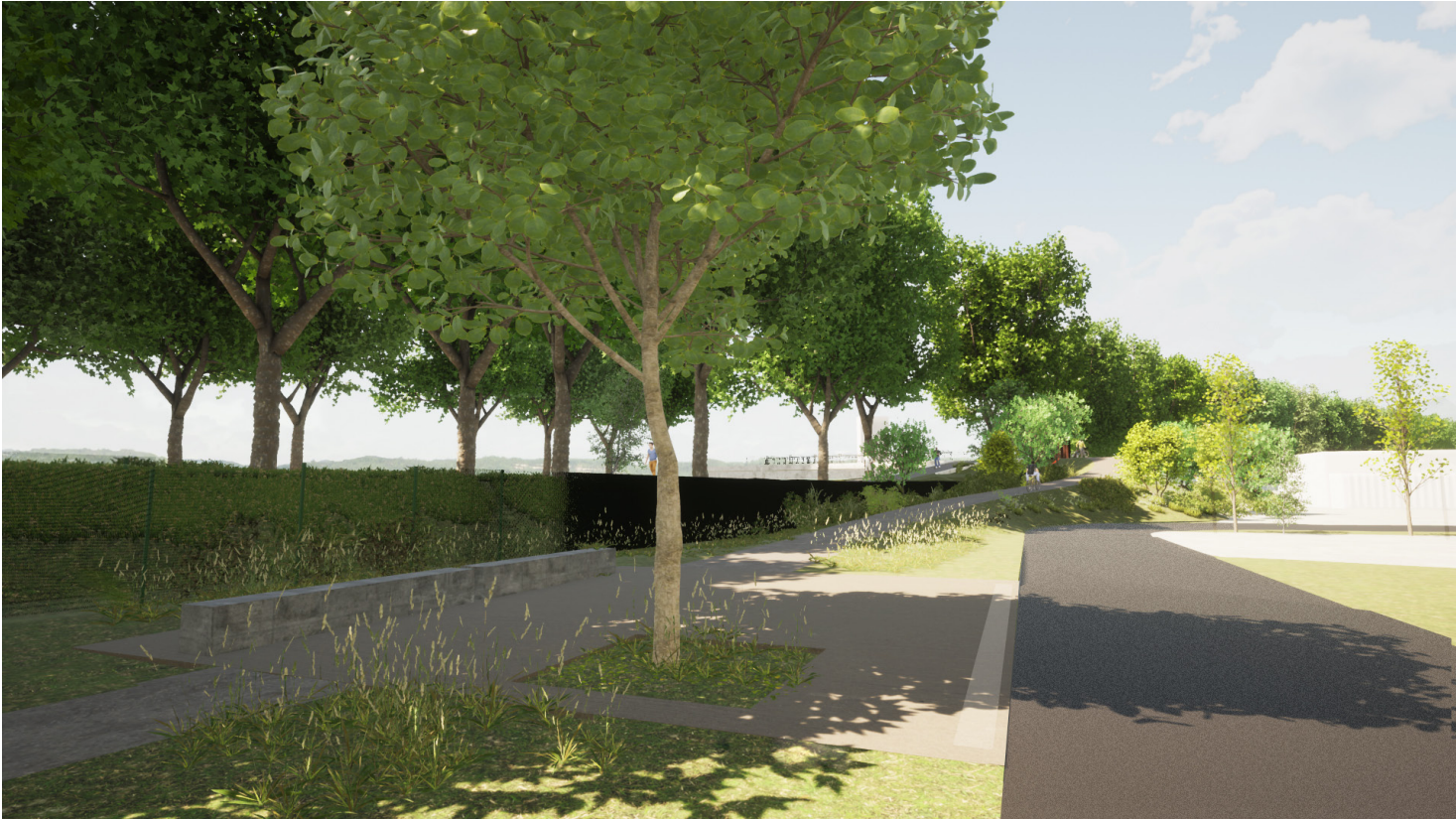
Modélisation du haut de la rampe cycles, vue depuis les voies sur berges



Modélisation du haut de la rampe cycles, vue depuis la plateforme Haute



Modélisation du point bas de rampe (placette) , vue depuis les voies sur berges du Canal



Modélisation du point bas de rampe (placette) , vue depuis le campus

PA3

plan de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords

- PLAN TOPOGRAPHIQUE ETAT DES LIEUX DE LA ZONE A AMENAGER
- 1 planche - échelle 1/500 eme

SITE DE RANGUEIL

ISAE SUPAERO
10, Avenue Edouard Belin
31000 - TOULOUSE

4	Modification du plan	04/05/2021	MMON	FLPR
3	Modification du plan	18/04/2019	TBU	FLPR
2	Modification du plan	05/12/2018	VPV	FGA
1	Complément du plan	03/12/2018	VPV	FGA
0	Réalisation du plan	27/09/2018	IGU	FGA
Indice	Nature des modifications	Date	Auteur	Vérifié par

ECHELLE: 1/500e	DATE: 04/05/2021	DOSSIER: TO117080-05	FICHER : TO117080-05-ISAE SUPAERO-PLAN MASSE.dwg
-----------------	------------------	----------------------	--

PLAN DE MASSE

COORDONNEES RGG93-CC43	<input checked="" type="checkbox"/>	NIVELLEMENT IGN 69	<input checked="" type="checkbox"/>
COORDONNEES INDEPENDANTES	<input type="checkbox"/>	NIVELLEMENT INDEPENDANT	<input type="checkbox"/>

GEOFIT

EXPERT

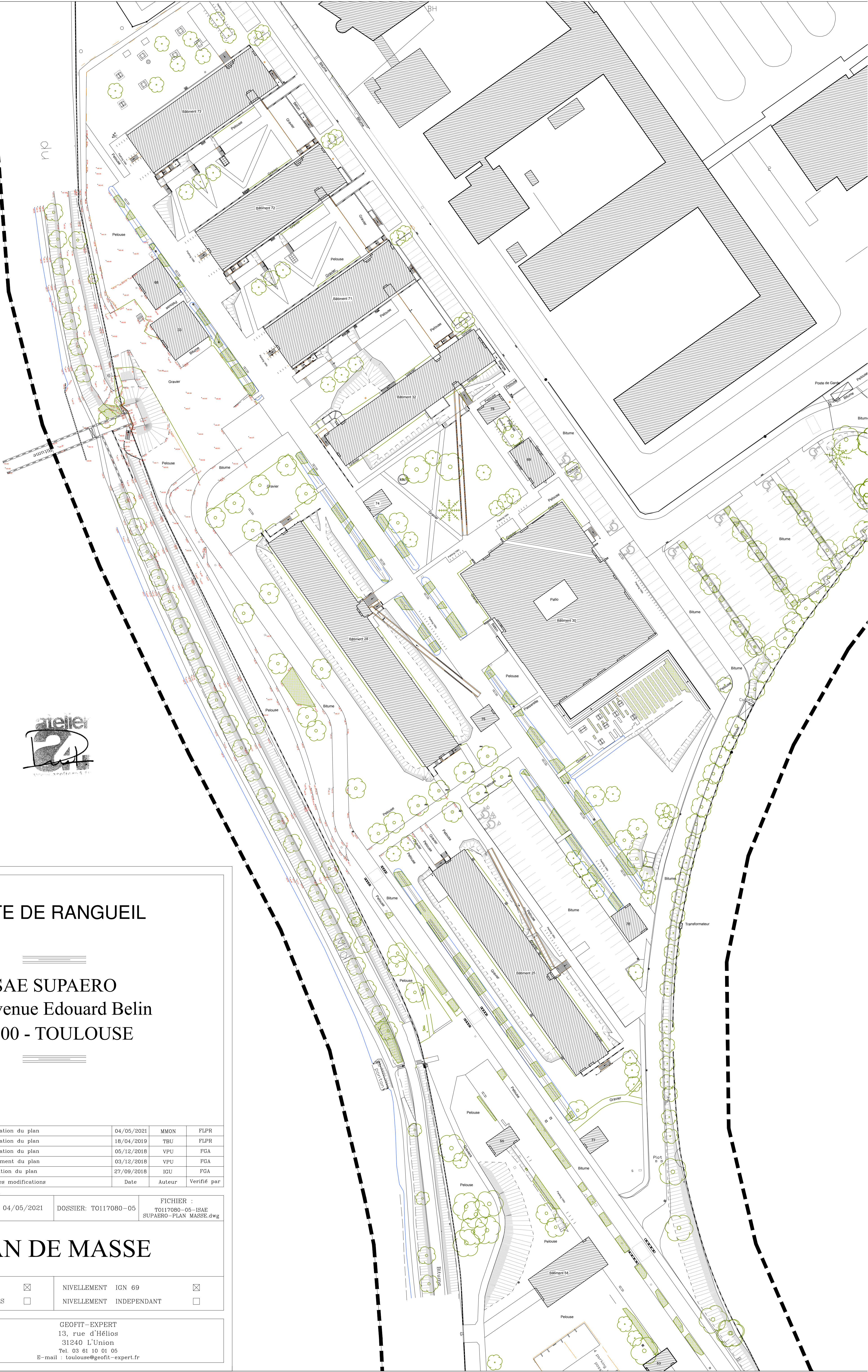
GEOFIT-EXPERT

13, rue d'Hélios

31240 L'Union

Tel. 03 61 10 01 05

E-mail : toulouse@geofit-expert.fr



PA4

plan de composition d'ensemble du projet coté dans les 3 dimensions

- PLAN DE MASSE DU PROJET D'AMENAGEMENT
- 1 planche - échelle 1/100 eme



LEGENDE - Aménagement des espaces extérieurs	
SURFACES VEGETALISEES	SURFACES MINERALES
ARBRES PLANTES Autres formes en toge riches et cédées	ESPACES PIETONNIERS ET CYCLES Dessertes pour flux vélos et piétons avant signal / avant stop / avant carrefour / avant canal du midi
ARBRES EXISTANTS CONSERVES Autres de hautes toges existants conservés	Pavés Ciment béton
ESPACE VERT PLEINE TERRE Espaces verts existants - terre couvre-sol gérés par fauche tardive	Escalier acier Canal du Midi Escalier acier béton
STRATES ARBUSTIVES Espaces verts comprenant des massifs mixtes de strates arbustives	Eclairage Candelabre Borne d'éclairage
Closure en limite de propriété personne légale (voirie, voirie, voirie)	

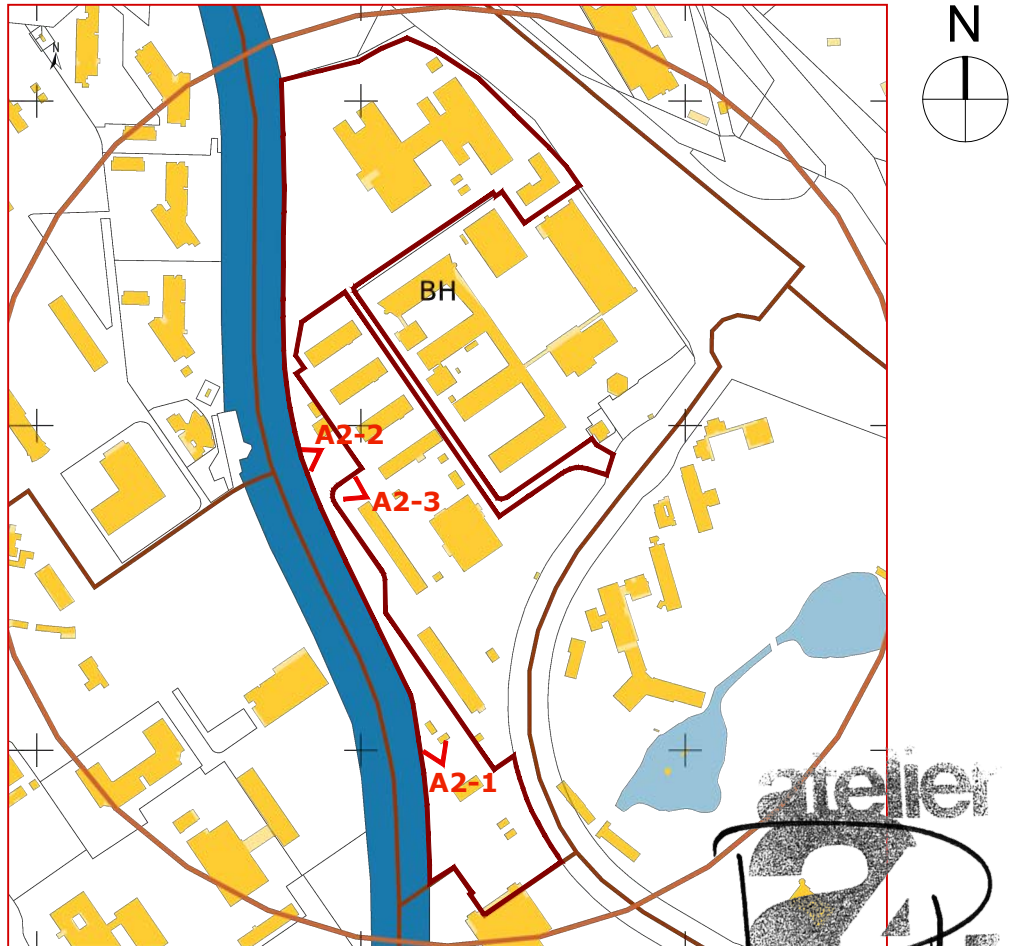
OPERATION /	
REAMENAGEMENT ACCES ISAE SUPAERO / CANAL DU MIDI	
MAITRE D'OUVRAGE /	
ISAE SUPAERO Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace 31063 TOULOUSE Cedex 9 Tél : 05 61 14 35 36 Email : contact@isae-supaero.fr	
MAITRISE D'OEUVRE /	
ATELIER D'ARCHITECTURE A4 30 Avenue Courbet - 31400 TOULOUSE 05 61 14 35 36 Email : contact@ateliera4.fr	
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES TCE / MAINTENANCE TCE Ingénierie 70 Avenue des Sapeurs - 31200 TOULOUSE 05 61 14 35 36	
PAYSAGISTES CONCEPTEURS Tout est paysage 22 Rue Frédéric - 31000 MONTAUDAN 05 61 14 35 36 Email : contact@toutestpaysage.fr	
INTERVENANTS /	
BUREAU DE CONTROLE Bureau Vertas Construction 13 Rue Michel Lacroix - Bâtiment 15 - BP 64797 - 31047 TOULOUSE CEDEX 1 05 61 14 35 36 Email : contact@bureauvertas.com	
ELYFEC 15 Rue du Casse - 31240 SAINT-JEAN 05 61 14 35 36 Email : contact@elyfec.fr	
DATE /	INDICE /
15/12/2023	0
NATURE MODIFICATION PLAN /	
Emission originale	
PLAN DE MASSE DES AMENAGEMENTS	
DATE /	INDICE /
MARS 2024	1/100
PA	PA4

PA39

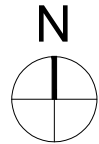
pièces à joindre à une demande de permis de démolir

- A1 - Plan de Masse des constructions à démolir
- A2 - Photographies des onstructions à démolir





PLAN DE REPERAGE PHOTOGRAPHIES



A2-1



A2-2



A2-3

ISAE SUPAERO
MAITRE D'OUVRAGE /
ISAE SUPAERO
10 Avenue Claude Belin 31400 TOULOUSE

ATELIER D'ARCHITECTURE A4
Patrick PINEL - Murielle PIRIOU
59, avenue Crampel - 31400 TOULOUSE
tél 05 61 14 95 95 mail contact@ateliera4.fr
www.ateliera4.fr

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES MANDATAIRE
TPF Ingénierie
78 chemin des Sept Deniers
BP 70402
31204 TOULOUSE cedex 2

PAYSAGISTES CONCEPTEURS
Tout est paysage
227 Rue Fragneau - 82000 Montauban
tél 06 88 57 81 00
mail contac@toutestpaysage.fr

REAMENAGEMENT DE L'ACCES ISAE-SUPAERO / CANAL DU MIDI

PHOTOGRAPHIES DES OUVRAGES A DEMOLIR

PLAN /	DESSIN PAR /	DATE /	ECHELLE /	PHASE /	NUMERO PLAN /	INDICE /
	BP	MARS 2024	-	PA	A2	0

- Notice d'accessibilité

COMPOSITION DU DOSSIER ERP (établissement recevant du public)
relatif à l'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

Le dossier de demande d'autorisation de travaux est composé:

- d'une demande d'autorisation de travaux à compléter en 4 ex
- d'un dossier « accessibilité » en 3ex
- d'un dossier « sécurité » en 3ex

La présente note porte sur la composition du dossier « accessibilité », conformément aux:

➔ Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007, articles R.111-19-17 et -18 du Code de la construction et de l'habitation.

➔ Arrêté du 11/09/2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapés

pièces à joindre:

1°) Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ainsi que les conditions de raccordement entre la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement ;

2°) Un plan coté en trois dimensions précisant les aménagements intérieurs et les circulations intérieures horizontales et verticales, les aires de stationnement et, s'il y a lieu, ainsi qu'un plan de détail (au 1/100 ou 1/50) des aménagements spécifiques pour les personnes handicapées (tout type de handicap) ;

NB : Dans les cas visés au a du III de l'article R.111-19-8 (cad les établissements existants classés en 5ième catégorie), le plan précise la délimitation de la **partie de bâtiment** accessible aux personnes handicapées.

3°) Une notice (**ci-jointe**) expliquant comment le projet prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées, en ce qui concerne :

1. les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public qui sont définis par arrêté du ministre chargé de la construction ;
2. la nature et la couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds ;
3. le traitement acoustique des espaces avec la mention, pour les locaux et espaces soumis à une exigence réglementaire, des niveaux de performance visés en terme d'isolement acoustique et d'absorption des sons;
4. le dispositif d'éclairage des parties communes avec la mention, pour les locaux et espaces soumis à une exigence réglementaire, des niveaux d'éclairement visés et des moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires.

4°) Si les travaux sont relatifs à un établissement particulier (recevant du public assis, disposant de locaux d'hébergements, d'installations sportives, commerce, etc.), **compléter** dans la notice ci-jointe « **les dispositions complémentaires** ».

5°) dans le cas d'une demande de **dérogation**, joindre une **lettre explicative** accompagnée des justifications nécessaires ; si l'établissement remplit une **mission de service public**, elle indique en outre les mesures de substitution proposées.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE	NOTICE DESCRIPTIVE D'ACCESSIBILITÉ POUR UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) <small>DANS LE CAS DE PERMIS DE CONSTRUIRE OU D'AUTORISATION DE TRAVAUX</small>	
--	--	---

E.R.P NEUF <input type="checkbox"/>	E.R.P EXISTANT <input checked="" type="checkbox"/>	EXTENSION E.R.P <input type="checkbox"/>
	AVEC CHANGEMENT DE DESTINATION <input type="checkbox"/> SANS CHANGEMENT DE DESTINATION <input checked="" type="checkbox"/>	

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

TYPE ET CATEGORIE PROPOSES (cf règlement de sécurité)

ETABLISSEMENT		
DÉSIGNATION	ADRESSE COMPLÈTE	☎
ISAE – SUPAÉRO	10 avenue Edouard Belin 31055 Toulouse	05 61 33 80 80

MAITRE D'OUVRAGE		
NOM	ADRESSE COMPLÈTE	☎
ISAE – SUPAÉRO	10 avenue Edouard Belin 31055 Toulouse	05 61 33 80 80

MAITRE D'OEUVRE		
NOM	ADRESSE COMPLÈTE	☎
M. PINEL Patrick ATELIER D'ARCHITECTURE A4	59, avenue Crampel 31400 TOULOUSE	05 61 14 95 95

RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

(les symboles internationaux d'accessibilité devront être utilisés)

I - DESCRIPTIF DE LA NATURE DES TRAVAUX

Préciser le nombre de niveaux, l'affectation de chaque pièce, les zones touchées par les travaux, l'effectif du public accueilli à chaque niveau, etc.

Le campus de l'ISAE-SUPAERO (Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace) est un établissement d'enseignement supérieur situé au sein du complexe scientifique de Rangueil, dans le Sud-Est Toulousain. Son terrain longe le canal du Midi, auquel il a un accès direct _ objet de la présente demande de permis.

Outre les bâtiments d'enseignement regroupant amphithéâtres, salles de cours, centre informatique, complexe sportif, bibliothèque et laboratoires de recherche, l'établissement dispose de six résidences accueillant 1 000 logements étudiants

Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

L'objet du projet est de faciliter l'accès et les mobilités douces aux étudiants et personnels des campus de l'ISAE SUPAERO et de l'ONERA (enceinte commune) depuis/ vers le Canal du Midi.

L'accès actuel est très peu sûr et accidentogène, mais très fréquenté = 600 passages/ jour en moyenne, fréquentation en hausse.

L'objectif du projet est de Créer un nouvel accès sécurisé, pratique et confortable, qui se raccorde aux réseaux viaires existants du campus.

Des contraintes de site balisent l'opération :

- **Sécuritaires** : L'ISAE, sous tutelle du ministère des armées , est un site requérant un haut niveau de sécurité : entrants identifiables par le PC sécurité, unicité des passages, vidéoprotection.

- **Patrimoniales** : l'ouvrage d'accès au canal doit être édifié exclusivement sur le foncier de l'ISAE, sans empiéter sur le Domaine Public Fluvial ni sur le talus du Canal (protection UNESCO)

Les instances en charge du patrimoine demandent également à ce qu'une seule entrée piétons/ cycles soit maintenue entre l'ISAE et le Canal.

- **Règlementaires** : En raison de la physionomie du canal et des écluses qui le segmentent, les voies sur berges ne sont, et ne seront certainement jamais_ accessibles au sens de la réglementation. L'accès créé ne sera pas « conforme » car il fait accéder à un site qui ne l'est résolument pas.

Cette entrée ne sera donc pas accessible, mais l'établissement bénéficie néanmoins déjà de 3 entrées qui, elles, le sont: au 10 et au 4 Avenue Édouard Belin, ainsi qu'au 10 avenue du colonel Roche.

Ces objectifs et contraintes nous ont amené à ré-activer un ancien accès routier _ aujourd'hui démolit et muré côté ISAE, qui reliait le campus à celui de l'INSA, franchissant le Canal par une passerelle béton toujours existante.

L'entrée, un portail sécurisé à unicité de passage (2x 0,90m de passage), sera située dans l'axe de cette passerelle, seul emplacement qui permet un aménagement sans intervention sur l'emprise du Canal.

La passerelle débouchant sur un merlon culminant plus de 4m au dessus du TN du campus, l'enjeu est de franchir cette hauteur pour piétons et cyclistes.

En direction de l'Est, le projet prévoit un escalier d'1 seule volée de 25 marches rejoignant le campus.

En direction du Sud, le projet déploie pour les cyclistes une rampe d'accès de 2.4m de largeur, pentée entre 5 et 10%, construite sur remblais, dont le tracé s'oriente parallèlement au Canal

Le choix constructif des remblais à faibles pentes pour modeler cet accès permet de nous dispenser de garde corps (NF P 01-012) + de mettre en oeuvre une strate arborée et arbustive assurant l'intégration paysagère de l'ouvrage dans ce contexte protégé.

Le campus de l'ISAE est un Établissement Recevant du Public, d'où la présente Notice.

Néanmoins, l'ouvrage créé est intégralement situé en extérieur, dans les espaces verts de l'établissement. Il ne modifie aucune voie d'accès ou d'intervention.


Il ne permettra ni d'accéder ni d'évacuer un quelconque bâtiment du campus, seulement d'améliorer la connexion au Canal.

II - PLACES DE STATIONNEMENT

à matérialiser sur le plan avec le logo handicapé

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

NOMBRE TOTAL DE PLACES	NOMBRE DE PLACES  (2%de places)	LARGEUR DE L'EMPLACEMENT	SIGNALISATION VERTICALE ET HORIZONTALE

III - CHEMINEMENT EXTERIEUR DU STATIONNEMENT OU DE LA VOIE PUBLIQUE A L'ENTREE DE L'E.R.P.

SANS OBJET ☒

à matérialiser sur le plan, et, pour les cheminements longs ou compliqués et les rampes d'accès, joindre un croquis

CONCERNÉ ☐

Le présent projet porte sur la création d'un accès entre :

- les voies sur berges du Canal du Midi
- et le réseau viaire (mobilités douces) du campus de l'ISAE,

en remplacement de l'actuelle Entrée CANAL / ISAE, accidentogène et insuffisamment sécurisée.

Ce cheminement exclusivement extérieur ne permettra pas d'accéder à un quelconque bâtiment, c'est une connexion viaire dédiée aux seuls cyclistes et piétons.

Les voies sur berges **ne sont pas accessibles au sens de la réglementation, et le resteront**, en raison des nombreuses écluses et franchissements _ protégés par le classement UNESCO du canal_ qui induisent des pentes et dévers non praticables par les PMR.

L'accès créé, objet de cette notice, prévoit la construction sur remblais d'une voie destinée aux cycles et d'un escalier destiné aux piétons. En raison de l'inaccessibilité des voies sur berges, **ces accès créés ne seront pas accessibles** aux personnes à mobilité réduite (pentes, paliers, dévers). L'aménagement prévoit en revanche de respecter la réglementation pour les autres formes de handicap : contrastes visuels, signalisation, dispositifs podotactiles, éclairage seront conformes.

Le projet rentre dans le champ d'application de ***l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité des ERP.***

L'article 2 de cet arrêté précise qu'UN cheminement accessible permet d'accéder aux entrées principales. Or il existe déjà sur le site **3 entrées accessibles** au 10 avenue Édouard Belin, au 4 Avenue Édouard Belin et au 10 Avenue du colonel Roche.

Partant du postulat règlementaire qu'il n'y a pas d'obligation à rendre TOUTES les entrées accessibles, l'accès créé depuis le Canal du Midi ne sera donc pas accessible aux PMR, sans contrevenir à la règle.

LIBELLÉ	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
NATURE ET COULEUR DU SOL DU CHEMINEMENT		Rampe /plateforme: Sol enrobé végétal couleur sable Escaliers : marches tôle larmée acier corten	
LONGUEUR ENTRE APPUIS ISCHIATIQUE		SANS OBJET	
LARGEUR, ESPACE DE MANOEUVRE, RÉTRÉCISSEMENT PONCTUEL		Rampe : Largeur continue 2,40m Escaliers : Largeur 2,40m	
REPÉRAGE, GUIDAGE			
SÉCURITÉ D'USAGE (HAUTEUR SOUS OBSTACLES, ÉVEIL DE VIGILANCE EN HAUT DES ESCALIERS)		Escaliers : Bande podotactile d'éveil de vigilance en haut des escaliers	

RAMPE		Entre 5% et 10%	
PENTE (POURCENTAGE)			
LONGUEUR		57,90 m	
LARGEUR		2,40 m	
PALIER DE REPOS (NOMBRE, DIMENSION)		SANS	

GARDE CORPS SI RUPTURE NIVEAU >0,40M À MOINS DE 0,90M DU CHEMINEMENT		Sans garde corps : en application de la NF P 01-012 → dans tous les cas de figure B > T, que A soit <, = ou > à 1m	
--	--	---	--

PORTE D'ENTREE		Portillons automatiques à unicité de passage :	
LARGEUR (0,90M MINIMUM)		largeur 0,90m	
DIMENSIONS SAS (HORS DÉBATTEMENT DE PORTES)		SANS OBJET	
RÉSISTANCE DES FERME-PORTES		SANS OBJET	
POSITIONNEMENT DES POIGNÉES		SANS OBJET	
REPÉRAGE DES PAROIS VITRÉES		Portillons en serrurerie	
RESSAUTS (HAUTEUR, FORME)		SANS OBJET	
DIMENSIONS DES VANTAUX		SANS OBJET	

TAPIS BROSSE (NATURE)		SANS OBJET	
------------------------------	--	------------	--

OBSTACLES ET POTEAUX		SANS OBJET	
DISTANCE ENTRE EUX			
CHANFREINAGE		SANS OBJET	
CONTRASTE DES COULEURS		SANS OBJET	

ACCÈS AU BÂTIMENT		SANS OBJET : les accès mènent à des cheminements, pas aux bâtiments	
5. REPÉRAGE ENTRÉE PRINCIPALE (MATÉRIAUX DIFFÉRENTS, CONTRASTE VISUEL..)		SANS OBJET	
6. INFORMATIONS RELATIVES À L'ORIENTATION (ACCÈS SONORE, VISUEL..)		SANS OBJET	
7. NATURE ET POSITIONNEMENT DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION ET DES DISPOSITIFS DE COMMANDE (INTERPHONE, POIGNÉES DE PORTES...)		> 1,30m	
8. PORTILLON, TOURNIQUET, PORTES AUTOMATIQUES		Portillons automatiques à unicité de passage x 2	

IV - CHEMINEMENT A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

IV-1 - CHEMINEMENTS VERTICAUX, ENTRE NIVEAUX, PRÉVUS POUR LES HANDICAPÉS

IV-1-1 - **PAR ASCENSEUR** (CONFORME À LA NORME NF – EN 81 – 70)

à matérialiser sur le plan avec le logo

SANS OBJET ☒
CONCERNÉ

Nombre d'Ascenseurs Handicapés :

LIBELLÉ	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
DIMENSION CABINE			
PRÉCISION ARRÊT			
HAUTEUR DES COMMANDES			
SIGNAUX SONORES EN PALIERS BOUTONS EN RELIEF ET EN BRAILLE			
PRÉSENCE DU LOCAL DE REFUGE			

IV-1-2 - **PAR ESCALIER (AVEC OU SANS ASCENSEUR)**

SANS OBJET ☒

à matérialiser sur le plan

CONCERNÉ ☐

LIBELLÉ	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
LARGEUR DE L ’ESCALIER DU CHEMINEMENT LE PLUS USUEL			
HAUTEUR DES MARCHES			
GIRON			
MARCHE (COULEUR)			
NEZ DE MARCHE (COULEUR)			
CONTRASTE VISUEL ET TACTILE EN HAUT DE L'ESCALIER			
MAIN COURANTE (DÉBORDANTE :DESCRIPTION DÉBUT, FIN)			

V - **PLATEFORME ELEVATRICE (PROCÉDURE DE DÉROGATION)**

	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.

VI - **CARACTERISTIQUE DES ECLAIRAGES (PRÉCISER LES LUX : 20,100, 150,200)**

	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
Dans des circulations intérieures	SANS OBJET		
Dans des circulations extérieures	20 lux mini en tout point		
Au droit des postes d'accueil	SANS OBJET		
En tout point de chaque escalier et équipement mobile	SANS OBJET		

LES POINTS LUMINEUX SERONT POSITIONNÉES AFIN D’ÉVITER TOUT EFFET D’ÉBLOUISSEMENT DIRECT DES USAGERS OU DE REFLET SUR LA SIGNALÉTIQUE.

VII - **CHEMINEMENTS HORIZONTAUX SUR UN MEME NIVEAU**

à matérialiser sur le plan

VII-2-1 - DANS LE NIVEAU

VII-2-1-1 - **LES CIRCULATIONS**

à coter sur le plan

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

Largeur :
 Éléments structurants repérables par les déficients visuels :
 Longueur entre appuis ischiatiques.....

VII-2-1-2 - **LES PORTES**

SANS OBJET ☒

à coter sur la plan

CONCERNÉ ☐

Dimension des différentes portes (0,90m minimum)

Signalisation des portes et cloisons en verre (prévoir 2 bandes d'alerte de couleurs contrastée)

Système d’ouverture
Résistance des ferme-portes
Positionnement des poignées.

VII-2-1-3 - LES SEUILS, LES RESSAUTS

SANS OBJET ☒
CONCERNÉ ☐

LIBELLÉ	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
HAUTEUR			
FORME			

VII-2-1-4 - LES SOLS, MURS ET PLAFONDS

SANS OBJET ☒
CONCERNÉ ☐

- Revêtement des sols
- Revêtement des murs
- Revêtement des plafonds
- Traitement acoustique des sols, murs et plafonds

VII-2-1-5 - BORNES, POTEAUX ET NEZ DE MARCHE

SANS OBJET ☐
CONCERNÉ ☒

- Obstacles, bornes, poteaux (contraste des couleurs)
- LES OBSTACLES : RAMPE ESCALIER, CANDELABRE EN BAS D'ESCALIER → SIGNALÉS PAR UNE FINITION CONTRASTÉE.
- Bandes d’alerte (autour de l’obstacle au sol et sur bornes et poteaux) SANS OBJET, bornes et poteaux hors cheminement
- Angle chanfreiné SANS OBJET

VII-2-2 -CAS D’UN DÉNIVELLÉ (ESCALIER EXTERIEUR)

SANS OBJET ☐
CONCERNÉ ☒

LIBELLÉ	E.R.P. NEUF.	E.R.P. EXISTANT	EXTENSION D'UN E.R.P.
MARCHES (NOMBRE)	25		
LARGEUR DE L’ESCALIER	2,40m		
HAUTEUR DES MARCHES	16 cm		
GIRON	32cm		
MARCHE (COULEUR)	Acier corten		
NEZ DE MARCHE (COULEUR)	Acier laqué teinte claire		
BANDE D’ALERTE AU SOL EN HAUT DE L’ESCALIER	Clous podotactiles contrastés visuellement		
MAIN COURANTE (DESCRIPTION DÉBUT, FIN)	Mains courante = rampe en serrurerie, pietements acier corten boulonnés sur marches, lisse tubulaire acier avec LED intégrée pour rétro-éclairage en sous face, hauteur courante = 0,90m au dessus des nez de marche, lisse dépassant de la valeur d'un giron en Haut et Bas de a rampe d'escalier		
RAMPE			
PENTE (POURCENTAGE)	Entre 5% et 10%		
LARGEUR	57,90 m		
LONGUEUR	2,40 m		
PALIER DE REPOS (NOMBRE, DIMENSION)	SANS		
SYSTÈME ÉLEVATEUR (VOIR PARAGRAHE V)	SANS		

TAPIS ROULANT, PLAN INCLINÉ MÉCANIQUE (NE PEUT PAS REMPLACER UN ASCENSEUR)			
SIGNAL TACTILE OU SONORE REPÉRANT L'ARRIVÉE SUR PARTIE FIXE			

VIII - WC PUBLICS

à matérialiser sur le plan avec le logo handicapé et joindre un plan détaillé de l'aménagement

si WC séparés par sexe pour personnes valides , prévoir WC séparés par sexe pour personnes handicapées

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

LIBELLÉ	HOMMES	FEMMES	MIXTES
BATTERIES WC PUBLIC (NOMBRE)			
WC HANDICAPÉS (NOMBRE)			

CARACTÉRISTIQUES DES W.C. HANDICAPÉS :

Dispositif permettant de refermer la porte derrière soi	
Lave-mains	

Espace libre côté cuvette	Largeur de la porte	Hauteur cuvette	Distance axe cuvette du mur latéral	Hauteur commande chasse	Hauteur barre d'appui	Hauteur accessoires

IX - LAVABOS

à matérialiser sur le plan avec le logo handicapé et joindre un plan détaillé de l'aménagement

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

LIBELLÉ	HOMMES	FEMMES	MIXTES
BATTERIES LAVABOS PUBLIC (NOMBRE)			2
LAVABOS HANDICAPÉS (NOMBRE)			1

CARACTÉRISTIQUES DES LAVABOS. HANDICAPÉS :

Espace libre devant lavabo	Hauteur du lavabo (dessus, dessous)	hauteur du miroir	hauteur accessoires	Profondeur du vide en partie inférieure	Largeur du vide en partie inférieure

X - TELEPHONE PUBLIC

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

Espace libre	Hauteur axe du cadran	Hauteur accessoires	N° d'appel du poste inscrit en relief et en braille

XI - GUICHETS BANQUE D'ACCUEIL ET MOBILIERS

à matérialiser sur le plan avec le logo

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

Largeur du passage	Hauteur du plan	Hauteur libre sous le plan	Profondeur du vide en partie inférieure	Largeur du vide en partie inférieure

Moyens mis en œuvre pour les déficients auditifs

XII - SIGNALISATION

SANS OBJET ☐
CONCERNÉ ☒

Doublage par annonces visuelles	Doublage par annonces sonores	Gros caractères et opposition des couleurs
		Panneaux d'orientation (charte ISAE) en bas de rampe et en bas de l'escalier.
		Seuil de contraste entre les informations signalétiques e fond :
		· Contraste négatif > 0,70
		ou
		· Contraste positif > 2,30

XIII – LES SORTIES

SANS OBJET ☒
CONCERNÉ ☐

Les sorties doivent pouvoir être aisément repérées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées (sans confusion avec les issues de secours).

LES SORTIES (EN USAGE NORMAL DU BÂTIMENT) SONT REPÉRABLES EN TOUT POINT DES ESPACES ACCESSIBLES AU PUBLIC, SOIT DIRECTEMENT, SOIT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE SIGNALISATION ADAPTÉE.

REFERENCES REGLEMENTAIRES

- ☞ CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
- ☞ CODE DE L'URBANISME
- ☞ LOI D'ORIENTATION DU 30 JUIN 1975 (N° 75-534)
- ☞ LOI N° 91-663 DU 13 JUILLET 1991 PORTANT DIVERSES MESURES DESTINÉES À FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ, ET MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION ET LE CODE DE L'URBANISME.
- ☞ LOI N° 2005-102 DU 11 FÉVRIER 2005 POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES, LA PARTICIPATION ET LA CITOYENNETÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES
- ☞ DÉCRET N° 2006-555 DU 17 MAI 2006 RELATIF À L'ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC, DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC ET DES BÂTIMENTS D'HABITATION ET MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION
- ☞ ARRÊTÉ DU 1ER AOÛT 2006 MODIFIÉ PAR L'ARRÊTÉ DU 30 NOVEMBRE 2007 FIXANT LES DISPOSITIONS PRISES POUR L'APPLICATION DES ARTICLES R.111-19 À R.111-19-3 ET R.111-19-6 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIVES À L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPÉES DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC LORS DE LEUR CONSTRUCTION OU DE LEUR CRÉATION
- ☞ ARRÊTÉ DU 21 MARS 2007 FIXANT LES DISPOSITIONS PRISES POUR L'APPLICATION DES ARTICLES R.111-19-8 ET R.111-19-11 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION RELATIVES À L'ACCESSIBILITE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DES ÉTABLISSEMENTS EXISTANTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC. CET ARRÊTÉ EST APPLICABLE AUX TRAVAUX RÉALISÉS DANS LES PARTIES EXISTANTES D'UN BÂTIMENT ET LORSQU'IL EXISTE DES CONTRAINTES PARTICULIÈRES LIÉES À LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS PARTICIPANT À LA SOLIDITÉ DU BÂTIMENT.
- ☞ DÉCRET N° 2007 -1327 DU 11 SEPTEMBRE 2007 RELATIF À LA SÉCURITÉ ET À L'ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR, MODIFIANT LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DE L'URBANISME

Toulouse, le 28 Mars 2024

Signature du Maître d'œuvre

Signature du Maître d'Ouvrage,

Patrick PINEL, architecte DPLG,
ATELIER A4

**DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES A RESPECTER POUR L'ACCESSIBILITE
DE CERTAINS ETABLISSEMENTS AUX PERSONNES HANDICAPEES**

X - PLACES RESERVEES OU DEGAGEES EN CAS DE BESOIN DANS L'ETABLISSEMENT RECEVANT DES SPECTATEURS OU CONSOMMATEURS ASSIS

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

à matérialiser sur le plan avec le logo

LIBELLÉ	SALLE N°1	SALLE N°2	SALLE N°3
NOM DE LA SALLE			
PLACES PUBLIC (NOMBRE)			
PLACES HANDICAPÉS (NOMBRE)			
DIMENSION DES PLACES			
SITUATION DES PLACES (NIVEAU)			

XI- CHAMBRES RESERVEES AUX HANDICAPEES DANS L'ETABLISSEMENT

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

à matérialiser sur le plan avec le logo handicapé et joindre un plan détaillé de l'aménagement

Nombre total de chambres public	nombre de chambres réservées aux handicapés	situation des chambres (niveau)	aire de rotation	largeur de la circulation autour du mobilier

XII- DISPOSITION CONCERNANT LES INSTALLATIONS SPORTIVES, SOCIO-EDUCATIVES ET AUTRES

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

à matérialiser sur le plan avec le logo handicapés et joindre un plan détaillé de l'aménagement

XII - 1 CAS DE DESHABILLAGE EN CABINE

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

Dimension intérieure	hauteur d'assise	hauteur barre d'appui	hauteur des patères	hauteur des accessoires

XII - 2 CAS D'USAGE OBLIGATOIRE DE LA DOUCHE

SANS OBJET ☒

aménager au moins une douche par sexe

CONCERNÉ ☐

Dimension intérieure	Dimension porte	espace latéral	hauteur commande	assise mobile et barre d'appui

XII – 3 BASSIN D'EAU (PISCINE, JACUZZI,,)

SANS OBJET ☒

Cheminement à matérialiser sur le plan

CONCERNÉ ☐

**XIII-
GENERALES CONCERNANT LES COMMERCES**

DISPOSITION

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

XIII-1 BANQUES D'ACCUEIL ET/OU BANQUE SERVANT DE CAISSE

SANS OBJET ☒

à matérialiser sur le plan avec le logo

CONCERNÉ ☐

Largeur du passage	Hauteur du plan	hauteur libre sous le plan	Profondeur du vide en partie inférieure	Largeur du vide en partie inférieure

--	--	--	--	--

XIII-2 LES PORTES

à coter sur la plan

Dimension des différentes portes

Portes et cloisons en verre (signalisation)

Système d'ouverture.....

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

XIII-3 CAISSE

SANS OBJET ☒

CONCERNÉ ☐

Nombre de groupe de caisse	nombre de caisses aménagées	ouverture permanente	signalisation	largeur de passage	hauteur caisse
.....

XIII 1-3 CIRCULATION ENTRE LES RAYONNAGES (LARGEUR).....

XIII 1-4 CABINE d’ESSAYAGE (MINIMUM ROTATION DE 1,50M HORS OBSTACLE À L'INTÉRIEUR DE LA CABINE)

Dimension intérieure	hauteur d’assise	hauteur barre d’appui	hauteur des patères	hauteur des accessoires
.....

XIII-4 VITRINES, ÉTALAGES

Hauteur maximale

XIII-5 PORTIQUE ANTI VOL

détectable.....

largeur passage

XIII-6 **CAS d’UN SALON DE COIFFURE**

fauteuil non fixe ou lave tête mobile

XIII-7 APPAREILLAGE AUTOMATIQUE

hauteur appareillage

hauteur de la plus haute commande ou du service (< 1,30 m)

Toulouse, le 28 Mars 2024

Signature du Maître d’œuvre

Signature du Maître d’Ouvrage,

Patrick PINEL, architecte DPLG,
ATELIER A4

- Notice de sécurité



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE MER,
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'IMMIGRATION

Notice développée conjointement par le Conseil national de l'Ordre des architectes et la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (Ministère de l'intérieur, Direction des sapeurs pompiers, Sous-direction des services d'incendie et des acteurs du secours)

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE

**pour tous les ERP du 1er groupe et les ERP du 2ème groupe (5ème catégorie)
avec locaux à sommeil. (Arrêté du 25/06/1980 modifié – Arrêté du 22/06/1990 modifié)**

La présente notice descriptive (article R.123-22 du CCH et GE 2 §1) constitue la pièce n°3 des bordereaux de pièces du dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie:

- de la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) : document Cerfa n°13824 ;
- du dossier spécifique du permis de construire (PC 39 et PC 40) ou du permis d'aménager (PA50 et PA51) permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique (pièce annexe du document Cerfa n°14570).

Afin de permettre une instruction dans les conditions optimales, l'ensemble des documents ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

↳ La présente notice **datée et signée par le maître d'ouvrage** ;

↳ Les autres pièces prévues à l'article GE 2 §1 :

- pièce 4 des documents cerfa :

Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir :

- les conditions d'accessibilité des engins de secours ;
- les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers
- la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

- pièce 5 des documents cerfa:

Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment :

- les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que dégagements, escaliers, sorties ;
- la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;
- les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés.

- pièce 6 des documents cerfa :

La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification. »

↳ Le pétitionnaire pourra remplir une notice par établissement isolé les uns des autres au sens de l'article GN 3.

↳ Pour les établissements spéciaux (parcs de stationnement, chapiteaux tentes et structures, etc.) rattachés à un ERP, la rédaction d'un chapitre spécifique est préconisée dans la présente notice.

Rappel des règles de demande de dérogation

(Article R 123-13 du Code de construction et de l'Habitation et article GN 4 du règlement de sécurité)

Les dérogations accordées ne peuvent avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des personnes assuré par le respect des mesures réglementaires de prévention.

Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque demande une fiche indiquant notamment :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée),
- les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans)
- la justification des demandes ;
- les mesures compensatoires proposées.

Important : l'ensemble de ces documents constitue la pièce n°6 des bordereaux de dépôt des pièces jointes au titre des documents Cerfa.

N.B : Les présentes déclarations engageant le maître d'ouvrage, toute notice **non signée** ne saurait être examinée par les services compétents.

Dénomination de l'établissement :

ISAE SUPAERO

Adresse principale :

10 avenue Edouard Belin
31400 TOULOUSE

Maîtrise d'ouvrage (Nom ou raison sociale) :

ISAE SUPAERO EPSCP – GE
N° SIRET 13000427800011

Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :

ATELIER D'ARCHITECTURE A4 SARL
N° SIRET 43038933800020

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – REGION OCCITANIE
Chargé d'affaire Toulouse: Benoît BORREL

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom : PINEL Patrick

Qualité vis-à-vis du projet : Architecte associé _ Atelier d'architecture a4

Coordonnées téléphoniques : 05 61 14 95 95

Adresse électronique : patrick.pinel@ateliera4.fr

Descriptif des activités envisagées existantes dans l'établissement recevant du public:

Le campus de l'ISAE-SUPAERO (Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace) est un établissement d'enseignement supérieur situé au sein du complexe scientifique de Rangueil, dans le Sud-Est Toulousain. Son terrain longe le canal du Midi, auquel il a un accès direct _ objet de la présente demande de permis.

Outre les bâtiments d'enseignement regroupant amphithéâtres, salles de cours, centre informatique, complexe sportif, bibliothèque et laboratoires de recherche, l'établissement dispose de six résidences accueillant 1 000 logements étudiants, ce qui en fait un lieu de vie et de résidence à part entière.

I - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

L'objet du projet est de faciliter l'accès et les mobilités douces aux étudiants et personnels des campus de l'ISAE SUPAERO et de l'ONERA (enceinte commune) depuis/ vers le Canal du Midi.

L'accès se fait actuellement par un simple portillon peu visible, en bas d'une pente raide et étroite à flanc de talus du canal, presque à la dérobée au détour d'un virage. Il est très peu sûr et accidentogène, mais pourtant très fréquenté = 600 passages / jour en moyenne, fréquentation en hausse chaque année.

L'objectif du projet est de **Créer un nouvel accès au Canal du Midi** sécurisée, pratique et confortable, qui se raccorde aux réseaux viaires existants du campus.

Des contraintes de site balisent l'opération :

- **Règlementaires** : En raison de la physionomie du canal et des écluses qui le segmentent, les voies sur berges ne sont, et ne seront certainement jamais _ accessibles au sens de la réglementation. L'accès créé ne sera pas « conforme » car il fait accéder à un site qui ne l'est résolument pas.
Néanmoins l'établissement bénéficie déjà de 3 entrées accessibles : au 10 et au 4 Avenue Edouard Belin, ainsi qu' au 10 avenue du colonel Roche.
- **Sécuritaires** : L'ISAE, sous tutelle du ministère des armées , est un site requérant un haut niveau de sécurité : entrants identifiables par le PC sécurité, unicité des passages, vidéoprotection.
- **Patrimoniales** : l'ouvrage d'accès au canal doit être édifié exclusivement sur le foncier de l'ISAE, sans empiéter sur le Domaine Public Fluvial ni sur le talus du Canal (protection UNESCO)
Les instances en charge du patrimoine demandent également à ce qu'une seule entrée piétons/ cycles soit maintenue entre l'ISAE et le Canal.

Ces objectifs et contraintes nous ont amené à ré-activer un ancien accès routier _ aujourd'hui démoli et muré côté ISAE, qui reliait le campus à celui de l'INSA, franchissant le Canal par une passerelle béton toujours existante.

L'entrée, un portail sécurisé à unicité de passage (2x 0,90m de passage), sera située dans l'axe de cette passerelle, seul emplacement qui permet un aménagement sans intervention sur l'emprise du Canal. La passerelle débouchant sur un merlon culminant plus de 4m au dessus du TN du campus, l'enjeu est de franchir cette hauteur pour piétons et cyclistes.

- En direction de l'Est, le projet prévoit un escalier d'1 seule volée de 25 marches rejoignant le campus.
- En direction du Sud, le projet déploie pour les cyclistes une rampe d'accès de 2.4m de largeur, penté entre 5 et 10%, construite sur remblais, dont le tracé s'oriente parallèlement au Canal

Le choix des remblais à faible pentes permet de nous dispenser de garde corps (NF P 01-012) + de mettre en oeuvre une strate arborée et arbustive assurant l'intégration paysagère de l'ouvrage dans ce contexte protégé.

Le campus de l'ISAE est un ERP de type R, 2^e catégorie, d'où la présente Notice.

Néanmoins, l'ouvrage créé est intégralement situé en extérieur, dans les espaces verts de l'établissement. Il ne modifie aucune voie d'accès ou d'intervention relatives à la sécurité du site.

Il ne permettra ni l'accès ni l'évacuation d'un bâtiment du campus

1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés : (CCH R 123.18 à R123-21)

Les activités et les effectifs sont établis en application du règlement de sécurité.

Détails :

		Pour une activité donnée		Effectif du public	Effectif du personnel
Niveaux	Types d'activités exercées	Surfaces	Mode de calcul (pers/m², déclaratif, places, etc)	par niveau	Par niveau
	ERP TYPE R ENSEIGNEMENT		Decl.	1296	184
RDC					
Effectif				1296	184
Effectif public et personnel (*)				TOTAL = 1480	

(*) Ne pas prendre en compte l'effectif du personnel dans les ERP de la 5^{ème} catégorie, article PE3§2.

Type (activité principale et annexes):	Catégorie :	Effectifs (public / personnel) :
TYPE R	2 ^e CATEGORIE	1480

1.2 – Le cas échéant, classement initial de l'établissement :

N.B : Pour un établissement existant, le classement antérieur de ce dernier doit être précisé, que le projet modifie ou non les activités et les surfaces accessibles au public.

Type (activité principale et annexes):	Catégorie :	Effectifs (public / personnel) :
TYPE R	2 ^e CATEGORIE	1480

II - Construction (CO 1 à CO 60, PE 5 à PE 12)

- **Conception et desserte** (CO 1 à CO 5) (PE 7). Sur les plans, identifier clairement les voies engins ou espaces libres, les façades permettant aux services de secours d'intervenir à tous les niveaux, les baies accessibles, les aménagements extérieurs susceptibles de gêner l'intervention des secours (parking, plantation, escaliers, dénivellations supérieures à 10%,... ;)

Identifiez ci-après le nombre de façades accessibles, de voies engins, de voies échelles, d'espaces libres:

SANS OBJET

- **Isolement par rapport aux tiers** (CO 6 à CO 10) (PE 6). *Préciser ici la nature des établissements voisins (ERP, habitation, installation classée pour la protection de l'environnement,...) Identifier clairement les tiers sur les plans et expliquer la ou les méthodes retenues pour isoler l'établissement vis-à-vis des tiers.*

SANS OBJET

- **Résistance au feu des structures** (CO 11 à CO 15) (PE 5 - PE 28 - PU 2) *Préciser le degré en résistance au feu des structures et planchers. Pour les cas particuliers détailler la méthode retenue et faire référence à l'article correspondant.*

SANS OBJET

- **Couvertures** (CO 16 à CO 18) (PE 6)

SANS OBJET

- **Façades** (CO 19 à CO 22) (PE 6)

SANS OBJET

- **Distribution intérieure et compartimentage** (CO 23 à CO 26) (PE 29). *Préciser le principe de la distribution intérieure retenu (cloisonnement traditionnel, secteurs, compartiments) et le degré de résistance au feu des parois, blocs-portes et éléments verriers des baies équipant les parois). Détailler les notions de recoupement des vides (combles inaccessibles, volumes cachés et faux-plafonds).*

SANS OBJET

- **Solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau de la construction (GN 8):**

- **Espaces d'attente sécurisés ou solutions équivalentes, sauf cas d'exonération** : (GN 10, CO 34 §6, CO 57 à CO 60). *Précisez les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés ou détaillez les caractéristiques des ou de la solution équivalente retenue (simple rez-de-chaussée avec un nombre adapté de dégagements praticables de plain-pied, nombre adapté de sorties praticables débouchant directement sur l'extérieur à chaque niveau et permettant de s'éloigner suffisamment, zone protégée, secteur, augmentation de surface des paliers des escaliers protégés, espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une heure minimum, principes mentionnées aux articles AS4 et AS5) :*

SANS OBJET

- **Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers** (CO 27 à CO 29) (PE 9) (PO 10). *Fournir la liste des locaux à risques (moyens et importants). Préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant. Identifier clairement ceux-ci sur les plans. Préciser le degré en résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes, mentionner la présence de ferme-porte.*

SANS OBJET

- **Conduits et gaines** (CO 30 à CO 33) (PE 12)

SANS OBJET

- **Dégagements** (CO 34 à CO 56) (PE 8 - PE 11 - PE 30 et 34) (PO 2, 4 et 9) (PU 3 et 4). *Fournir le tableau ci-dessous faisant apparaître par niveau et pour l'ensemble du bâtiment l'effectif maximum des personnes, le nombre et la largeur des dégagements exigibles et réalisés.*

SANS OBJET

Calcul des dégagements par niveau	Effectif par niveau	Effectif cumulé	Dégagements réglementaires		Dégagements prévus	
			Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET
RDC						
Sous-sol						

- **Locaux recevant du public installés en sous-sol** (articles CO 39 et CO 40)

Fournir le calcul du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur (NMSE), la hauteur d'enfouissement des locaux accessibles et si l'effectif est supérieur à 100 personnes au sous-sol, le calcul des dégagements majorés.

SANS OBJET

Tribunes et gradins non démontables (CO 61, AM18) Préciser la nature, le nombre de sièges, le nombre de sièges entre deux circulations et entre circulations et parois. La longueur des bancs. La distance entre chaque rangée de siège ou de bancs et le cas échéant la méthode retenue pour les rendre difficilement déplaçable.

SANS OBJET

III - Aménagements intérieurs (AM 1 à AM 19) (PE 13)

	Dans les locaux et les dégagements (*)	Dans les escaliers encloués (*)
Les revêtements muraux seront :	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1
Revêtements sol	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3, <input type="checkbox"/> M4	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3
Revêtements plafond	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1

(*) ou classement équivalent en euroclasses.

SANS OBJET

- **Eléments de décoration** (AM 9, AM 10). Spécifier le degré en réaction au feu.

SANS OBJET

- **Tentes, portières, rideaux, voilages** (AM 11 à AM 14). Spécifier le degré en réaction au feu.

SANS OBJET

- **Gros mobiliers, agencement principal, aménagements de planchers en superstructures** (AM 15 à AM 19).
Spécifier le degré en réaction au feu.

SANS OBJET

IV - Désenfumage (DF 1 à DF 10) (PE 14, 30) (PO2, 9).

Préciser les locaux et les dégagements pour lesquels un désenfumage a été prévu et pour chacun d'eux sa nature (mécanique, naturel,...).

SANS OBJET

V - Chauffage, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire (CH 1 à CH 58) (PE 20 à 23)

Préciser le mode de conception du chauffage, du conditionnement d'air centralisé ainsi que de la ventilation (ex : chauffage central par circuits de distribution d'air chaud pulsé, par circuits de distribution d'eau chaude ; ventilation double flux). Préciser la puissance utile des appareils (ex : chaudière fuel de 40 kW), la nature du combustible, la capacité et la nature des stockages éventuels-

SANS OBJET

VI - Installation aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés (GZ 1 à GZ 30) (PE10) (PO 5)

Préciser la puissance utile des appareils, leur fonction, la nature du combustible, (ex : chauffage central gaz propane de 40 kW) la capacité et la nature des stockages éventuels.

SANS OBJET

VII - Installations électriques (EL 1 à EL 23) (PE 24).

Préciser l'emplacement des locaux de service électrique « à risques » sur les plans (groupe électrogènes, poste de transformation, cellule haute-tension, matériel électriques émettant des vapeurs inflammables ou toxiques).

SANS OBJET

Installation de panneaux photovoltaïques (mesures de sécurité) :

SANS OBJET

VIII- Eclairage (EC 1 à EC 12) (PE 24, 36).

Préciser la nature de l'éclairage de sécurité (ambiance, évacuation, BAES, source centrale, BAEH)

SANS OBJET

IX - Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants (AS 1 à AS 11) (PE 25)

SANS OBJET

X - Appareils de cuisson destinés à la restauration (GC 1 à GC 20) (PE 15 à 19)

Préciser la puissance utile des installations par local ou îlot, la nature de l'énergie retenue pour alimenter les appareils. Détailler le mode de conception des locaux (grande cuisine, cuisine ouverte, îlot de cuisson...).

SANS OBJET

XI - Moyens de secours (MS 1 à MS 74) (PE 26 - 27 - PE 32 - 33 - 35) (PO 3 - 6 - 7 - 11 - 12) (PU 6)

- **Moyens d'extinction** (MS 4 à MS 40)

- **SANS OBJET**

Bouches et poteaux d'incendie, points d'eau :

(préciser le cas échéant la nature des points d'eau existants, leur distance à la façade accessible de l'établissement)

SANS OBJET

Robinets d'incendie armés, colonnes sèches, colonnes en charge :

SANS OBJET

Installations d'extinction automatique à eau (de type sprinkler ou par brouillard d'eau) :

SANS OBJET

Installations d'extinction automatique (ou à commande manuelle) : gaz, poudre, etc.:

SANS OBJET

Déversoirs ponctuels, éléments de construction irrigués, rideaux d'eau, etc. :

SANS OBJET

- **Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers** (MS 41 à MS 44)

SANS OBJET

- **Surveillance de l'établissement/Service de sécurité incendie (effectif et qualification)** (MS 45 à MS 52)

SANS OBJET

- **Système de sécurité incendie : catégorie A-B-C-D-E** (MS 53 à MS 60)

SANS OBJET

- **Préciser ici la nature des locaux bénéficiant de la détection incendie et les asservissements éventuels** (MS 56) :

SANS OBJET

- **Système d'alarme : type 1, 2a, 2b, 3, 4** (MS 61 à MS 67)

SANS OBJET

- **Système d'alerte** (MS 70)

SANS OBJET

XII – DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE (R123-13 et GN 4) :

Cette partie et les fiches annexées constituent la pièce numéro 6 du dossier spécifique du permis de construire (cerfa 14570-ERP) et de l'autorisation de travaux (cerfa 13824).

Nombre :

Voir fiche(s) annexée(s) au présent document.

Je soussigné, Maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Date et signature